

Numéro 3 - Janvier 2021

LECTURES EN TRANSITIONS

En 2021, Engageons les transitions !

« Bonne année, bonne santé » dit la locution d'usage qu'on rabâche tant, quand revient janvier. Si nous ne maîtrisons pas de quoi l'an 2021 sera fait, nous pouvons déjà présumer qu'il nous faudra toutes et tous être de bonne constitution afin d'envisager ensemble l'avenir avec espoir et détermination, un avenir sous le signe de changements radicaux. Tous mes vœux, sincères et engagés, ne seront pas de trop.

Que de dégâts en 2020 !

Au sortir d'une année 2020 particulièrement éprouvante, notre société demeure grandement paralysée par la crise sanitaire. Le plan de relance constitue un grave rendez-vous manqué sur ses dimensions écologiques et sociales : le greenwashing ne masque pas les insuffisances d'un projet soumis à la primauté du productivisme, la lutte contre les inégalités et contre la pauvreté est reléguée parmi les postes budgétaires les plus insignifiants. Notre Démocratie est étouffée par l'étreinte du carcan ultralibéral, autoritaire et sécuritaire imposé par un pouvoir politique brutal qui, depuis le début de la mandature, intensifie sa méthode : préserver le profit des plus riches plutôt que protéger les populations et la Nature, imposer plutôt que dialoguer, contraindre plutôt que convaincre.

Alors que la campagne de vaccination vient de débuter, nous ne mesurons pas encore l'ampleur de la catastrophe sociale et économique résultant d'une pandémie qui s'installe dans la durée. Nous en découvrons les effets néfastes chaque jour. La fracture alimentaire se développe au fur et à mesure que la précarité gagne du terrain : la faim est bel et bien de retour en France.

Le lien social se délite, générant un terreau fertile pour les risques psycho-sociaux que les psychiatres de ville et l'hôpital ne pourront résorber, au regard des insuffisances latentes en termes de moyens humains, matériels et financiers. Le recours aux soins, tous types de pathologies confondus, devient de moins en moins systématique et notre système de santé a depuis longtemps mis le genou à terre, démantelé par les réformes successives qui ont préféré la rentabilité au bien-être.

Dans de nombreux secteurs de notre économie actuellement sous perfusion, les salariés voient la perspective du chômage de masse devenir une probabilité de plus en plus certaine. Nos libertés s'effacent sous l'accumulation de lois pernicieuses, dont la fausse promesse, toujours la même, est de nous assurer un peu d'une sécurité bien virtuelle à condition de céder très concrètement, à chaque fois, un peu plus de nos droits fondamentaux.

Dépasser le plus dur pour construire ensemble les jours heureux

La lucidité nous incite à prévoir que le plus dur est sans doute encore à venir et la responsabilité doit nous conduire à changer de paradigme. L'illusion de l'âge d'or du libéralisme économique a volé en éclats sous les coups de boutoir du virus, laissant apparaître la nécessité de redéfinir les périmètres de la solidarité nationale, de rebâtir l'intervention publique, de donner davantage de place aux modèles vertueux de l'économie sociale et solidaire, de miser sur les atouts multiples d'une révolution écologique à grande échelle pour sortir de l'ornière, de donner sa chance à une démocratie ouverte et apaisée.



Si « le monde d'après » n'est pas pour tout de suite, il nous faut dès à présent penser les futurs jours heureux. Pour cela, l'écologie politique et la gauche ne peuvent persévérer dans la conduite d'échec que constitue la multiplication des ambitions personnelles et/ou claniques.

Elles doivent s'atteler de concert à la co-construction d'un projet de société ambitieux et crédible, en collaboration étroite avec le monde associatif et le mouvement social, un projet qui sera porté par une future majorité sociale désireuse de prendre une part active à la réalisation des transitions écologiques, solidaires et démocratiques.

Dans cette perspective, *Lectures En Transitions* jouera son modeste rôle de boîte à idées, en continuant à porter un autre regard sur le monde, à traiter des sujets peu abordés, à vous donner la parole, à valoriser des initiatives novatrices et inspirantes. Il s'agira aussi pour la rédaction de valoriser un fonctionnement démocratique basé sur le collectif, un modèle dans lequel les responsabilités sont tournantes : ainsi, Etienne Handy m'a succédé en qualité de rédacteur en chef.

Permettez-moi enfin de vous témoigner notre gratitude devant votre confiance et votre fidélité. Ce journal n'a de sens qu'à travers son audience et votre concours puisqu'il s'agit d'un commun dont les colonnes vous sont toujours ouvertes. Participez si le cœur vous en dit, participez pour soutenir la vitalité de ce projet 100 % bénévole, 100 % gratuit, 100 % libre de droits et 100 % en ligne.

Karim Aou,
Fondateur de LeT

Sommaire

Hommage : Décès de Jean Costil, la disparition d'un humaniste	4
Rencontre : que poussent des milliers de Graines Populaires !	5
Les cités éducatives dans les quartiers (im)populaires	9
Les entretiens de LET : Guillaume Faburel	11
Le télétravail cause-t-il plus d'inégalités qu'il n'en résout ?	20
Contre l'implosion d'une société fracturée	22
Liban : derrière le chaos, l'espoir du renouveau	25
Le carnet de voyage de Dimitry Vurbier : mon expérience au Liban	27
L'avenir énergétique français passe-t-il nécessairement par le nucléaire ?	28
Les Kurdes : un mouvement national face au mépris régional et international	30
De la musique pour toucher l'universel	36
Une revue différente pour nourrir l'espoir de couleurs	38

Rejoins-nous ! Cette revue, c'est la tienne !

Chaque numéro est ouvert à la participation de chacune et de chacun. Si tu veux proposer un article pour la prochaine édition, c'est très simple. D'abord, il faut adhérer aux principes et valeurs du manifeste de la revue que l'on retrouve en quatrième de couverture.

Puis, tu nous adresses un mail avec le sujet de l'article et les grandes lignes du sujet que tu souhaites traiter, l'adresse de la rédaction figure en bas de cette page.

Ensuite, vient le temps de la rédaction : pour faire ni trop court, ni trop long, nous te suggérons l'objectif approximatif des 15.000 caractères.

Pour finir, la date limite d'envoi des articles est le 15 du mois qui précède la parution, donc le 15 février 2021.

Pour recevoir la revue ou y contribuer

Envoie-nous un mail à l'adresse : lecturesentransitions@ecomail.fr

Ou inscris-toi sur le formulaire en lien :

<https://framaforms.org/contact-et-inscriptions-a-lectures-en-transitions-1598364217>.



Hommage

Décès de Jean Costil : la disparition d'un humaniste



Jean Costil nous a quittés. Âgé de 78 ans, il est parti le 16 décembre dernier. Dans le contexte actuel, où le repli sur soi et la xénophobie d'une part, la prolifération des injustices d'autre part s'entretiennent dans un cercle vicieux des plus insupportables, il m'apparaissait plus que nécessaire de saluer la mémoire de cet humaniste de chaque instant.

D'Anduze à la marche des beurs

Arrivé d'Anduze pour le quartier des Minguettes à Vénissieux à la toute fin des années 1970, ce pasteur réformé est vite confronté à la violence institutionnelle, sociale, économique et raciste que subissent celles et ceux qu'on appelle les « immigrés » et les « sans-papiers ». A l'époque, les expulsions musclées sont déjà monnaie courante et les droits de l'homme sont alors allègrement foulés aux pieds.

Farouchement opposé à la double-peine - action judiciaire conduisant à l'expulsion des délinquants étrangers malgré leurs attaches familiales en France -, il observe une grève de la faim avec le père Christian Delorme au mois d'avril 1981.

Cette action médiatisée permet, à son issue victorieuse, la reconnaissance hélas tardive des premières catégories protégées contre les expulsions.

Toujours avec son ami Christian Delorme, il est de ceux qui organisent la Marche pour l'Egalité et contre le Racisme, dite « Marche des beurs », dont le départ fut donné à Marseille le 15 octobre 1983 avec 17 participants pour finir le 3 décembre 1983 à Paris en regroupant plus de 100.000 personnes. Le titre de séjour et le permis de travail de 10 ans renouvelables, ceux-là mêmes dont mon père a disposé une bonne partie de sa vie, sont accordés par le Président de la République François Mitterrand qui repousse à plus tard la revendication du droit de vote des étrangers.

Ma rencontre avec Jean, le pasteur militant

A peine majeur, j'ai rencontré Jean Costil au milieu des années 1990 alors qu'il œuvrait depuis des années à la Cimade à Lyon en soutien aux étrangères et aux étrangers en situation irrégulière ou en passe de le devenir.

Un climat xénophobe, entretenu par la politique menée par le pouvoir chiraquien arrivé en mai 1995, atteint son paroxysme. Des familles se trouvent dans le dénuement, persécutées par un appareil d'Etat au service d'une droite décomplexée.

A ce moment, nous choisissons de faire plutôt que de subir. Nous apportons soutien et assistance aux familles, avec les moyens dont nous disposons.

C'est à cette période que le ministre de l'intérieur Jean-Louis Debré ordonne le 23 août 1996 l'expulsion de l'église Saint-Bernard (dans le 18ème arrondissement de Paris) où étaient réfugiés des travailleurs étrangers rencontrant des difficultés de renouvellement de titres de séjour, des rejets de demande d'asile et des injonctions de quitter le territoire.

Nous passons l'été 1996 et les mois suivants à mobiliser les citoyens, les associations, les syndicats, les partis politiques, les collectivités pour soutenir les sans-papiers. C'est là que j'ai eu le privilège de découvrir personnellement un Jean Costil très combatif, défendant bec et ongles les valeurs humanistes. Malgré des habitudes pudiques et réservées, il faisait preuve d'une détermination exemplaire mêlée d'une générosité sans limite. Refusant toute complaisance vis-à-vis des politiques, il savait leur rappeler sans ambages leurs obligations éthiques, légales et morales au moment opportun. Ses coups de gueule qui ont fait trembler bien des décideurs, demeurent légendaires !

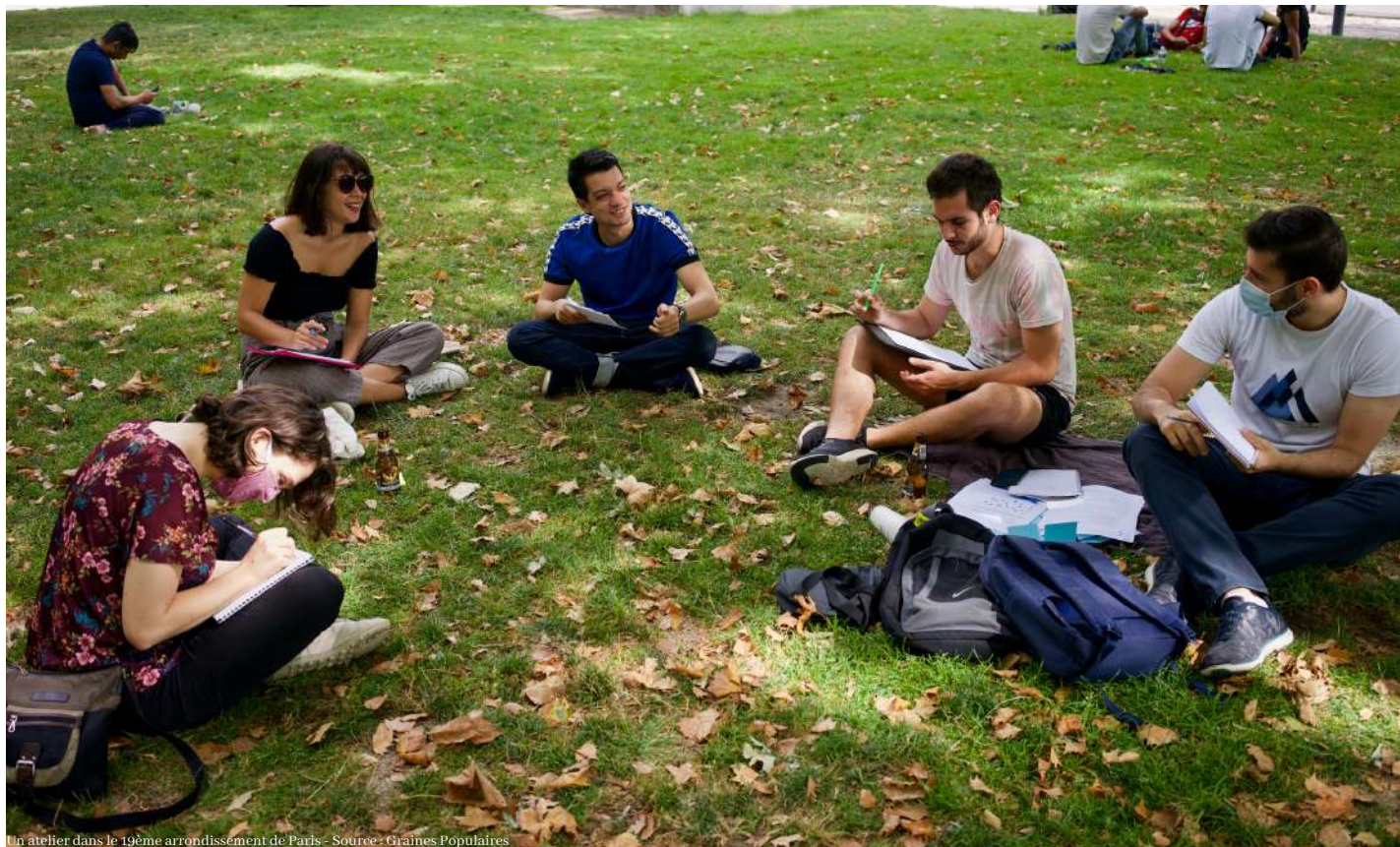
Le décès de Jean Costil est d'autant plus douloureux pour les humanistes que l'accueil des réfugiés dans notre pays est encore aujourd'hui indigne de la patrie des droits de l'Homme; que l'Europe détourne le regard des morts en Méditerranée centrale et harcèle par voie administrative les ONG de secours en mer – cinq bateaux connaissent actuellement le sort dont vient d'être libéré le Ocean Viking après cinq mois d'immobilisation dans un port italien-; que les identitaires et nationalistes attisent plus que jamais la haine, sans pour autant rencontrer une franche opposition dans l'opinion publique et dans les tribunaux.

A ses proches, aux militantes et militants de la Cimade, aux membres de Forum Réfugiés – COSI que Jean a présidé, j'adresse au nom de la rédaction nos sincères condoléances. Adieu, mon cher Jean, ton exemple continue à éclairer notre chemin.

Karim Aou

Rencontre

Que poussent des milliers de ... Graines Populaires !



Un atelier dans le 19ème arrondissement de Paris - Source : Graines Populaires

L'association Graines Populaires a tenu son assemblée générale le 21 décembre dernier. Nous avons eu l'occasion d'échanger avec ses animateurs afin d'en savoir un peu plus sur ce jeune mouvement.

Entrons directement dans le vif du sujet. Pouvez-vous nous présenter Graines Populaires ?

Graines Populaires : Graines Populaires est une association visant à répondre de manière très concrète aux problématiques sociales des citoyens par le biais de l'écologie. L'idée est très simple : ramener l'écologie au quotidien et au domicile de chacun. Nous cherchons à démontrer que les pratiques écologiques ne sont pas réservées aux milieux sociaux aisés, mais qu'elles existent aussi dans des milieux plus modestes.

Pour ce faire, nous travaillons dans une logique d'atelier, pour rencontrer les publics les plus éloignés de ces notions d'écologie, et construire avec eux des méthodes à reproduire chez soi, de manière simple et abordable. Nous avons donc construit une méthodologie d'atelier qui se déroule en deux temps. Lors de la première partie de l'atelier, nous discutons avec les habitants des problématiques relatives au quartier dans lequel ils vivent. Lors de la seconde partie nous définissons, avec eux, des solutions durables à ces problématiques. Ces solutions deviennent la feuille de route de la section locale de l'association. Elles peuvent être très directes (comme des actions solidaires ou de sensibilisation) ou alors plus politiques et l'association se fait alors le porte-voix des habitants auprès des élus locaux. Cette manière singulière d'aborder l'écologie permet de

la rendre plus accessible et plus concrète pour les milliers de citoyens qui la considèrent comme une notion encore trop abstraite. En somme, l'idée de « Graines Populaires » est de semer l'écologie au quotidien.

Nous nous sommes également donné le rôle de relayer les événements et les actions solidaires sociétales. Par le biais de nos réseaux sociaux et de nos moyens humains, nous proposons à nos "followers" de suivre, de s'engager, de participer à des projets qui ont du sens d'un point de vue social ou environnemental.



En quelques mots, comment et à quel moment est née l'idée ?

Graines Populaires : L'idée selon laquelle l'écologie ne serait destinée qu'aux résidents des centres villes et des banlieues pavillonnaires est encore très répandue dans la société. Or, nous savons tous que les premières victimes du dérèglement climatique sont les plus précaires. C'est à partir de ce constat que l'idée nous est venue de fonder cette association en août 2020 qui avait initialement pour nom « Mouvement de l'Écologie Populaire ». L'été dernier, nous étions seulement trois. A peine quatre mois plus tard, et malgré le contexte sanitaire, nous sommes déjà plus d'une centaine de bénévoles présents dans 60 communes en France et 7 pays dans le monde. Nous sommes portés par une très belle dynamique qui nous encourage à nous développer dans tous les quartiers.

Quels sont précisément l'objet et le projet de l'organisation ?

Graines Populaires : Notre objectif est de sensibiliser la société aux défis écologiques de notre temps. A l'évidence, la crise climatique n'épargnera personne : elle détruit notre environnement et provoque des dégâts sociaux considérables dans le monde entier. La crise sanitaire provoquée par la Covid-19 en est un exemple parlant. La perturbation de l'équilibre de nos écosystèmes met en danger notre propre santé. Aussi longtemps que nous ignorerons la réalité du dérèglement climatique, les conséquences seront d'autant plus violentes pour les plus précaires.

Nous souhaitons diffuser le plus simplement possible les gestes écologiques. L'idée est de faire en sorte que ces petits gestes soient plus aisés à faire pour le plus grand nombre et bénéfiques à tous.

Quelles sont les actions menées par Graines Populaires ?

Graines Populaires : Malgré le

contexte sanitaire, nous avons réussi à mettre en œuvre de nombreuses actions depuis le mois d'août. Dans le 19ème arrondissement de Paris, nous avons réalisé un atelier qui a mis en exergue le problème des déchets dans l'arrondissement. Ensuite, nous avons réalisé un nettoyage des Orgues de Flandres en y impliquant les habitants pour leur faire prendre conscience de la problématique de la mauvaise gestion des déchets. Nous en avons aussi organisé un au Canet dans l'Hérault et à Creil dans l'Oise.

Nous sommes également venus en aide aux victimes de la tempête Alex dans la Vallée de la Roya dans les Alpes-Maritimes. Nous y avons déblayé des terrains et reconstruit des murs ainsi que des ponts.

A l'international, nous intervenons en partenariat avec d'autres associations, notamment avec l'OJEDD au Togo, qui a œuvré à la réalisation de nombreux projets comme l'organisation d'un forum sur les énergies renouvelables et l'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne.



Clean-up aux Orgues de Flandres - Source : Graines Populaires

Qui milite au sein de Graines Populaires ? Quel est le profil des membres ?

Graines Populaires : L'association est composée de personnes de tous les horizons, qui viennent de milieux urbains et ruraux. Comme l'association a pour but de démocratiser les gestes écologiques, nos membres doivent aussi provenir d'environnements différents, de milieux sociaux différents, même si ce n'est pas facile au début. Aujourd'hui grâce aux réseaux sociaux, nous arrivons véritablement à toucher toute la société, et pas seulement des jeunes diplômés urbains.

Côté gouvernance, comment la structure est-elle animée ?

Graines Populaires : Nous avons essayé de renouveler les principes d'animation de l'association. Pour ça, nous avons développé une coopération horizontale entre les différents groupes de travail : les pôles.

Chaque pôle est animé par un binôme, paritaire dans la mesure du possible, et travaille sur des thématiques précises. Même si chacun a son domaine d'expertise, les pôles travaillent

ensemble sur des thématiques transversales et se concertent sur l'ensemble des projets.

Chaque pôle décide de sa feuille de route. La coordination de l'action des pôles se fait au cours d'une réunion hebdomadaire.

Nous avons aussi décidé d'instaurer une fonction de médiateur pour anticiper les situations délicates si jamais nous y sommes confrontés. Cela permettra aux adhérents de pouvoir faire des retours sur l'association sans avoir la crainte d'être jugé ou d'apparaître comme trop critique.

Aussi, au niveau local, les sections s'organisent librement et définissent elles-mêmes leurs actions tout en étant soutenues par les pôles.

Les actions peuvent être diverses, en plus de l'objectif principal de l'association que sont les ateliers.

Enfin, des espaces et moments d'échanges avec l'ensemble des adhérents existent et font la force de cette association :

- L'Agora : un groupe Facebook ouvert à tous les adhérents permet la communication, l'échange d'idées, des bonnes pratiques, de projets et d'ini-

tatives...

- Les Assemblées Générales : organisées de manière régulière, elles ont pour objectif de proposer des temps de parole privilégiés.

Où est-elle implantée à ce jour et où va-t-elle l'être prochainement ?

Graines Populaires : A ce jour, nos adhérents sont présents dans 60 communes en France et dans 7 pays. Nous accueillons tous ceux qui souhaitent participer avec nous à la transition écologique du quotidien.

Est-ce ouvert à toutes et tous ? Pourquoi et comment rejoindre Graines Populaires ?

Graines Populaires : Oui ! Nous sommes toujours très heureux de voir des nouvelles personnes nous rejoindre et ajouter leurs forces et leurs compétences à nos combats. L'idée est d'être présent au plus près des quartiers pour pouvoir agir directement. Chacun peut utiliser les méthodes que nous produisons, car c'est bien cela le but de l'association : la démocratisation des gestes écologiques. Nous sommes d'ailleurs en train de



Une équipe de la section locale de Nice dans la Roya - Source : Graines Populaires

développer notre site web, il n'est pas encore en ligne mais dès qu'il le sera, nous espérons avoir une plus grande visibilité. Si vous souhaitez nous rejoindre, c'est très simple contactez-nous sur nos réseaux sociaux (Facebook, Instagram, Twitter, LinkedIn) et nous répondrons au plus vite ! C'est dans cet objectif aussi que nous avons choisi d'avoir un prix d'adhésion très bas, à 1 euros pour que cela ne soit pas un frein.

Merci aux militantes et aux militants de Graines Populaires et particulièrement à leur président, Pierre Benassaya.

Pour adhérer

Helloasso : <https://urlz.fr/dZsl>

La rédaction de LeT



Réseaux sociaux



Meilleurs vœux à toutes et à tous



Les cités éducatives dans les quartiers (im)populaires



Quartiers populaires, Zone d'improvisation en Macronie

Ah, les quartiers populaires ! Lieux de fantasme et de clichés en tout genre. Ils sont devenus des quartiers impopulaires, des quartiers de « reconquête républicaine », comme s'il n'y avait plus de construction de commun. Cela relève au mieux de l'incompréhension, de l'inconnaissance, au pire d'un cynisme qui caractérise certains de nos politiques.

Une des dernières inventions de la Macronie ?

Les cités éducatives.

Les cités éducatives ont comme ambition de « mettre en place des grands projets éducatifs s'adressant à tous les niveaux de la maternelle à la terminale pour lutter contre le décrochage scolaire ».

Le projet de Loi de Finances 2021 acte 120 cités éducatives, dont 80 sont déjà labellisées. Les conditions pour demander la labellisation ? Le projet doit être dans un QPV, c'est-à-dire un "Quartier Politique de la Ville".

Ce dispositif est lié, à titre d'expérimentation (sic), à une contractualisation triennale.

L'objectif de la Macronie semble être de consacrer 100 millions d'euros à ce dispositif d'ici 2022. Le problème majeur, c'est la manière dont les fonds vont être accordés.

Actuellement, les cités éducatives ont un fonds de 30000€ financé par moitié par l'Éducation Nationale et par moitié par l'agence nationale de cohésion des territoires. Ce fonds augmentera jusqu'à 100000€ pour financer des projets.

Néanmoins, la solution retenue est l'allocation progressive de moyens au niveau académique.

Les recteurs et rectrices pourront donc disposer librement des fonds et les allouer selon leurs propres critères, reléguant de fait la cohérence nationale aux oubliettes.

Il s'agit donc d'un financement par projet plutôt qu'un financement au long cours, permettant la stabilité de l'équipe enseignante, le soutien financier aux familles en difficulté et l'établissement de projets qui remontent du terrain plutôt que des projets imposés.

Est-ce un dispositif qui permet la représentativité de tous les acteurs ? La cité éducative est dirigée par un ou une chef d'établissement, un représentant des services de la collectivité ou la municipalité de rattachement et un délégué de la préfecture.

Les personnels ne sont représentés par personne, sans doute pour éviter une situation où « un travail d'équipe extrêmement difficile dû en grande partie aux freins liés à une activité syndicale très forte », comme l'indique une fiche de poste d'un chef d'établissement dans les Hauts-De-France.

L'antisyndicalisme serait devenu une vertu. Les représentants des parents d'élèves comme ceux des personnels ne sont pas conviés aux réunions de la cité éducative. Comment peut-on présenter un dispositif comme étant indispensable et révolutionnaire sans y associer les principaux acteurs ? Cela me paraît impensable.

Quelle politique pour l'éducation prioritaire dans nos quartiers ? Les deux objectifs visés sont la hausse du taux d'encadrement et, par conséquent, la baisse du taux

d'élèves par classe. Une des recommandations du rapport de 2018 de la cour des comptes est de reléguer la gestion de l'éducation prioritaire aux recteurs qui sont « plus proches de la réalité du terrain ».

Les réalités du financement de l'État feront en sorte que l'Éducation Prioritaire sera le parent pauvre de cette politique. La gestion doit donc rester au niveau de l'État pour assurer une réelle égalité de traitement. Les indicateurs de suivi doivent changer avec l'accord de l'ensemble des personnels, de direction comme d'enseignement, et des usagers des écoles, des collèges et des lycées.

Quel impact sur les enfants ? Voilà la question centrale qui doit guider l'ensemble de notre

vision sur la question. Les débats actuels sur l'Instruction En Famille (IEF) doivent nous interroger sur les moyens que nous mettons au service des enfants pour permettre le seul objectif qui vaille, l'émancipation de l'individu. Il faut donner plus à ceux qui ont moins.

Quel impact sur les enfants ? Voilà la question centrale qui doit guider l'ensemble de notre vision sur la question. Les débats actuels sur l'Instruction En Famille (IEF) doivent nous interroger sur les moyens que nous mettons au service des enfants pour permettre le seul objectif qui vaille, l'émancipation de l'individu. Il faut donner plus à ceux qui ont moins.

Par conséquent, il faut élargir le périmètre de l'Éducation Prioritaire, accorder des fonds au long cours et permettre la coopération libre entre les établissements. C'est ainsi que nous construirons le commun dans ces quartiers (im)-populaires.

Pierre Mourier



Le blog de l'auteur

www.pierremourier.fr



Pixabay creative commons

Les entretiens de LeT : Guillaume Faburel

"Ce serait bien que tous les urbanistes en herbe écoutent un peu leurs corps"

Dans le cadre de son nouvel ouvrage "Pour en finir avec les grandes villes, Manifeste pour une société écologique post-urbaine" (éditions Le Passager Clandestin), nous nous sommes entretenus avec Guillaume Faburel. Professeur en Études Urbaines à l'Université Lyon 2, enseignant également à Paris 1 et même à la New York University, il a déjà été l'auteur d'un essai à succès, "Les Métropoles Barbares", ouvrage ayant reçu le prix du livre d'Écologie Politique 2018.

Vous l'avez déjà développé dans votre précédent ouvrage, Les métropoles barbares, mais pourriez-vous expliquer en quoi ces fameuses métropoles constituent des lieux si particuliers dans le système néolibéral actuel ?

Guillaume Faburel : Les métropoles signent un moment particulier dans l'ère du capital, celui de la période néolibérale. Si les villes ont préalablement été le creuset et le foyer de l'industrie et non simplement un support, à l'ère néolibérale, l'économie a muté. Elle est officiellement devenue postindustrielle, même s'il n'y a pas de désindustrialisation mondiale, puisqu'on a juste déplacé les activités polluantes dans les territoires éloignés. Cette économie dans laquelle les grandes villes vont exceller est technologique et culturelle, internationale et mondialisée. Elles vont être l'acteur agissant de ces mutations économiques, et simultanément accéder à un statut d'acteur de premier rang. Elles prescrivent des modes de vie « modernes » par tous leurs aménagements qui en sont devenus des icônes, et par tous les comportements attendus pour le rendement. Et elles s'affirment comme lieux premiers du pouvoir économique. On a par exemple ce jour des villes avec des PIB supérieurs à des pays, et pas des petits.

Aujourd'hui, on recense environ 130 villes globales et leurs déclinaisons internationales, avec les Big Seven, les 7 grandes

villes-monde, et quelques 120 déclinaisons, les métropoles, dont 3 ou 4 françaises. À elles seules ces villes représentent 12% de la population mondiale, 20% des émissions de gaz à effet de serre et 48% du PIB international. L'ère néolibérale est une ère/aire métropolitaine de l'Empire. L'empire derrière n'étant pas un Empire colonial classique comme on les a connus dans l'histoire, mais vecteur d'un autre colonialisme, celui de la totalité terrestre comme gisement d'exploitation et comme aire globalisée de la marchandise. On a coutume de dire que le XIXème est le siècle des Empires, le XXème celui des Etats, le XXIème sera celui des grandes Villes.

Le dernier élément expliquant pourquoi l'ère néolibérale est métropolitaine est politique. Cette mutation économique dans les espaces urbains est l'œuvre de pouvoirs qui se sont aussi concentrés. Cette concentration explique la réorganisation territoriale que nous avons connue, les nouvelles institutions et les nouvelles compétences dont se sont saisis ces acteurs nouvellement investis du label métropolitain pour favoriser l'extension de leurs périmètres et prérogatives d'action visant croissance et attractivité, dont tous les grands projets et chantiers incarnent les visées totalement anachroniques. Touristification des lieux, foodification des espaces, numérisation de tous les supports... sont partout à l'œuvre. Les paysages se



Crédit : photographe Pluquet

ressemblent de plus en plus. A peu près partout nulle part.

Si ces deux facteurs, économique et politique, s'inscrivent dans la très longue histoire de l'urbanisation du monde, les 40 dernières années sont en réalité le stade actualisé, tardif ou postmoderne, cognitif ou culturel, dans lequel le capitalisme a mis le monde entier sous sa coupe, et ce à partir des espaces métropolitains et de la conversion néolibérale de nos existences.

Dans l'idée de lutter contre cette concentration de pouvoir et de capital, vous qualifiez certains habitants des centres-villes « d'agents involontaires » voire même « d'idiots utiles » du néolibéralisme urbain. Est-ce que vous pourriez expliquer ces adjectifs, volontairement provocateurs ?

GF : J'utilise ces deux expressions nullement comme un jugement. Nous avons tellement été bercés, nourris, peuplés de l'urbain – notamment à quelques moments de nos vies durant lesquels on essaye de se projeter dans une forme d'émancipation par l'emploi ou, plus tardivement, on opère un retour à quelques commodités – que nous avons tous en nous quelque chose du ressort de l'urbain métropolisé.

J'insiste quand même sur l'involontaire parce que, l'urbain métropolisé a fait la totalité de nos imaginaires et de nos vies à sa main, et c'est là quelque chose d'intériorisé, d'incorporé. Les conduites, les comportements sont très largement déterminés. C'est un fait anthropologique de première envergure. C'est à tout cela que je fais référence quand j'écris que l'on pourrait être les agents involontaires ou les idiots utiles du néolibéralisme, n'ayant pas pleine conscience de la totalité des fils qui nous

attachent à la démesure urbaine, de la totalité des chaînes qui souvent nous empêchent de penser à partir d'autres formes de vie, en dehors des grands villes.

En quoi serait-on des idiots utiles ? Contre des phénomènes que je décrivais après d'autres dans les Métropoles Barbares, comme la gentrification ou les ségrégations, on parle de luttes qui n'ont cessé, durant les 20 dernières années, de s'amplifier, de se démultiplier, contre le tourisme de « masse », contre le modèle Airbnb, contre la découpe immobilière... Dans de nombreuses villes en Europe, aux Etats-Unis, en Amérique Latine, des mobilisations n'ont cessé de s'organiser sur la question des transports, et du logement notamment. On peut aussi citer les jeunes écolos qui se sont saisis de la question climatique, mais pas seulement, avec des formes renouvelées de protestation, de nouvelles cultures militantes, et, même si ce sont souvent des primo-

militants, on sent bien qu'il y a aussi des répertoires d'actions et d'engagement qui ont pu évoluer. Toutes ces luttes créent une effervescence. On sent que la question urbaine est véritablement devenue un terrain de lutte (ou redevenue parce que ça l'a été dans un passé plus ou moins récent).

Là où il y aurait idiotie utile, de mon point de vue, c'est qu'au-delà de simplement considérer la ville métropolisée comme le théâtre d'une opération de luttes, la ville métropolisée devrait être vue comme la matrice même – à la fois cognitive et pratique – des corps embarqués dans la conversation néolibérale totale de nos existences. Et là, concrètement, le fait même d'habiter dans ces espaces et plus encore d'y avoir des capitaux sociaux et culturels somme toute assez élevés, représente, à son corps défendant sans doute, un agent de la métropolisation. Je pense là aux militants dont j'ai parlé précédemment. A la différence des Gilets jaunes notamment, ces militants sont les cibles privilégiées des politiques métropolitaines qui adorent ces jeunes biens formés avec de forts capitaux pour la liberté qui serait octroyée par les grandes villes de pouvoir accéder à la citoyenneté, et accessoirement scander l'attractivité de telles agglomérations. Ces mécanismes métropolitains font de nous des pantins du néolibéralisme urbain.

Les revendications ne vont en fait pas jusqu'au bout de la nécessité de démanteler la cause première de cet imaginaire colonisé de nos propres manières de penser : les métropoles. En, habitant ces lieux, on y est de manière très indolente instrumentalisé par la marchandise et par son système économique, par l'attractivité concurrentielle et par ses politiques de développement et surtout parce qu'on participe très involontairement – y compris en mangeant bio, en allant à l'épicerie du coin et en



revendiquant le vélo – à une forme de renouvellement à la fois culturel et social qui va produire le dessein de modernité vanté par la métropolisation, et accessoirement à la gentrification contre laquelle on cherche justement à lutter.

Donc, on s'agite, avec par moment quelques succès somme toute relatifs, contre Amazon ici, contre Europacity là, mais ne serait-ce pas que de la poudre aux yeux ? Il me semble que la somme des mobilisations et de leurs effets ne rivalise pas avec le fait même que nos corps sont embarqués dans une réalité totale, celle de la néo-libéralisation de nos existences par la métro-polisation. Le seul moyen de commencer à déconstruire cette réalité productiviste, à décoloniser cet imaginaire de puissance du capital, c'est forcément de changer de cadre de vie pour faire droit à d'autres formes de vie.

Alors, on peut vouloir le faire de l'intérieur, et pour cela être très

écologique en militant dans l'urbain métropolitain – ce fût d'ailleurs le résultat des élections municipales – mais avoir une empreinte carbone et écologique totalement désastreuse. On peut être de très bonne volonté mais vivre dans des logements qui surconsomment l'énergie, acheter parfois parce que ne pouvant pas faire autrement des produits alimentaires arrivant de très loin, ou prendre quelques transports rapides pour rejoindre sa famille ou se dépayser. C'est assez paradoxal, on a des consciences qui s'éveillent mais on a des comportements qui sont encore enchaînés aux réalités du capital et aux dépendances technico-urbanistiques des grandes villes et de leur métropolisation.

Pourtant, vous le décrivez dans votre ouvrage, des mouvements comme Extinction Rébellion arrivent à bloquer, pour un temps, la productivité capitaliste et des emblèmes capitalistes. Vous mettez aussi en avant les gilets jaunes, accueillis

à coup de LBD, qui sont arrivés à perturber le bon ordre urbain. Est-ce que cette manière de désobéir en bloquant les systèmes de production n'est pas efficace en comparaison de la désobéissance classique du « acheter bio et se déplacer à vélo » ?

GF : Comparativement, le mode d'action est effectivement très différent. On est dans une défiance frontale et non latérale, on est dans un mouvement collectif et non dans l'individualité du mode de vie mais je pense que l'une des solutions passera aussi par ces modes de vie. On a, par les actions collectives, des modes d'action qui revisitent un peu l'intervention dans le politique. Par exemple, avec les centres commerciaux ou les sièges de multinationales occupés illégalement, l'enchaînement à du mobilier urbain ou le blocage de lieux névralgiques comme de grandes artères urbaines, il y a des choses intéressantes. Cela pointe très directement le fonctionnement consumériste et le système



Canva - creative commons

productiviste. La marchandisation du monde et la société de consommation sont visées. C'est une évolution autour de cette hubris consumériste qui est directement mis sur la table, comme par exemple avec La Ronce qui propose de crever des pneus de SUV.

La question qui se pose pour moi est celle de jusqu'à quel point ceci serait réellement déterminant face à une réalité qui nous est finalement très intérieure ? Cela rejoint l'argument précédent. Oui, il y a des évolutions dans les formes d'engagement, oui il y a des mobilisations qui participent à la prise de conscience écologique. Néanmoins, nous restons les agents involontaires en restant et en vivant dans ces lieux du néolibéralisme qui ont particulièrement besoin de nous pour prospérer. Habiter la ville ne veut pas dire qu'on va rentrer le soir après sa journée de lutte en commandant chez Amazon, bien sûr. La ville est, depuis deux siècles, un concentré d'intérêts capitalistiques et, simultanément, de colère sociale. Toutefois, on l'a vu historiquement, la colère sociale – malgré de grandes

épreuves et de beaux moments, notamment au XIX^{ème} siècle – n'a nullement réussi à infléchir cette tendance à la métropolisation. Le mouvement dit des places, Nuit Debout et autre Occupy, en est un des témoins premiers.

En conséquence, la perspective sécessionniste, autonomiste, me semble peut-être aujourd'hui, humainement et socialement, écologiquement et politiquement, plus que jamais une option qui, de plus en plus, germe dans les esprits. Commencer la révolution consiste à questionner soi-même ses dépendances à l'urbanité planétaire et à la mondialité urbaine, pour commencer à s'en affranchir et certainement recréer d'autres dépendances, mais un peu plus vertueuses pour le vivant.

Les chapitres du Manifeste sont entrecoupés de témoignages. Notamment celui de Camille qui justement interpelle sur cette question de la sécession, ce moment de recul où elle se dit « mais pourquoi j'ai accepté de vivre ça déjà ? » à propos de ce qu'on pourrait appeler « l'enfer urbain ». Est-ce que vous

pouvez justement expliquer ce moment de remise en cause de l'espace urbain qui est à la fois quelque chose de très personnel (qualité de vie, objectif de l'existence, bien-être) mais aussi infiniment politique ?

GF : D'abord, je ne veux pas rentrer dans le jeu de l'objectivation du bien-être, celle qui va, sondages annuels à la clef et marronniers de l'été sur les « villes où il fait bon vivre », proposer aux acteurs une équation vertueuse pour améliorer l'environnement urbain : une pincée de calme, un soupçon de verdure... Bonne chance pour débétonner, déminéraliser et accessoirement dégonfler les espaces trop densément peuplés. Non, ayant travaillé il y a quelques années sur cette notion à partir d'enquêtes, il est en fait apparu, là aussi après bien d'autres, qu'éprouver un sentiment de bien-être c'est d'abord ressentir la possibilité d'agir très directement pour améliorer son cadre de vie et, pour ce faire, d'intervenir de manière active sur la définition de sa forme de vie.

C'est bien selon moi de ça dont il s'agit dans le témoignage de





Camille. Qu'est-ce qui se joue, notamment chez elle, lorsqu'un soir elle prend conscience que ce n'est pas le cadre de vie qu'elle aurait souhaité ? Le béton, les artifices, la minéralisation et la détermination par les dispositifs techniques, économiques et urbanistiques de ses propres dépendances – les chaînes dont je parlais – ne nous permettent plus d'accéder à ce qu'elle estime être humainement, sensoriellement, mais aussi socialement et économiquement une liberté pour elle, celle de transformer écologiquement son cadre quotidien de vie. Vivre dans la grande ville, c'est, qu'on le veuille ou non, déléguer à d'autres le pouvoir de satisfaire à des besoins pourtant vitaux, et ainsi s'enchaîner à des dépendances qui passent par la technique et l'artifice, par la marchandise et ses flux, par l'urbanisation et ses cadres minéralisés.

Le déclic peut intervenir à des âges différents même si l'on constate un rajeunissement de ce déclic. Ce ne sont plus les seuls ménages installés et souvent bien dotés économiquement, avec enfants en bas âge, qui décident de déménager mais,

comme le montrent les enquêtes du CEVIPOF notamment, aussi des jeunes à capital socio-culturel élevé qui ne veulent plus continuer à vivre dans des centres métropolitains une fois leur formation terminée. C'est une véritable fuite des cerveaux qui est annoncée. Ce qui n'est pas sans faire craindre les institutions métropolitaines, qui du coup cherchent l'équation magique dont je parlais, sans à aucun moment remettre en cause l'attractivité, la densité et donc mettre à l'ordre du jour le démantèlement métropolitain.

Le cas de Camille est ainsi tout à fait éloquent, comme dans leur registre les douze autres du manifeste : elle a quitté l'Ecole normale supérieure, et plus particulièrement une formation sur l'urbain, pour faire tout autre chose. C'est bien le désir, à un moment donné, de reprendre soin du vivant qui sommeille encore en nous qui provoque le départ. L'urbain trop dense ne peut être le lieu de cette reprise en main, car il nous assujettit à des formes de vie qui font de moins en moins sens, et que seul un peu de terre, un peu d'air et de ciel ouvert pourront permettre de recouvrer. La

grande ville métropolisée est à l'opposé de la possibilité de se poser, de ménager, de tempérer, en faisant réellement soin du vivant. On est donc dans un contexte où l'artificialité – et ce qu'elle permet de la fluidité du monde et de l'accélération – fait qu'à un moment donné, les corps commencent à très directement ressentir et s'exprimer. Je crois que l'expérience corporelle joue un rôle essentiel dans ce questionnement. Suffocation, asphyxie, saturation, ce sont des mots qui sont en train d'arriver mais qu'on connaît en fait depuis quelques années). Ce serait bien d'ailleurs que tous les urbanistes en herbe écoutent un peu leurs corps, et peut-être le vivant qui sommeille dedans, pour cesser de fabriquer densité et artificialité.

La subjectivité politique qui se joue derrière ces affects, c'est de retrouver enfin un peu de pensée et de liberté d'action. Il y a donc bien derrière, politiquement il s'entend, quelque chose qui certes renvoie parfois à des fantasmes, avec l'idée de « prendre autonomie » et de faire un peu de sa main. Mais, que vaut-il mieux ? Continuer de croire que le béton permettra de faire pousser de quoi manger, ou fantasmer sur un petit

lopin de terre pour justement manger depuis un lieu reculé. Il faut aller dans des endroits où on peut encore fouler le sol nu, sentir la terre, respirer dans des espaces ouverts. Cela s'appelle tout simplement la campagne, mais bien sûr pas à n'importe quel prix.

Dans le Manifeste pour une société écologique post-urbaine, vous décrivez le désir croissant de terre qui s'opère sur le territoire français comme un besoin de « réensauvagement ». C'est quoi ce désir ? Une « slow life » ?

GF : Il faut déjà apprécier ce qui est à l'œuvre. La ville est historiquement et ontologiquement au centre de la domination. Donc, le premier champ de bataille qu'il faudrait développer, c'est la critique sérieuse de la grande ville, et ce au premier chef écologiquement, depuis l'écocide planétaire jusqu'à nos propres écologies, celles de nos vies. Or, dans ce registre de la critique, ce qui va de pair c'est que cette ville, pour s'auto-instituer et se reproduire en tant que cadre dominant de pensée (celle de classes sociales en particulier), a besoin de disqualifier.

Sur les derniers siècles écoulés la forme majeure de ce pouvoir a été la dépayssanisation des

campagnes débutée au XIX^{ème} siècle, avec ce faisant disqualification sociale de formes de vies différentes, tout ceci au nom du progrès. Depuis lors, dans la pensée urbaphilique et de son mythe irénique, le désir de terre serait celui, romantique, de quelques classes conservatrices de traditions et désireuses de retours ancestraux, quitte pour se faire à soutenir des régimes autoritaires. « La terre ne ment pas » disait le régime de Vichy. Ainsi, pendant que les paysans étaient affublés du terme de « bouseux », le désir de la terre était le fait de « réac » (agrarisme), avec aujourd'hui, au croisement des deux, l'image d'un individualisme forcé dans les périphéries, sans aucun savoir vivre. Urbain bien sûr.

La terre a été dépréciée socialement et politiquement par l'imaginaire urbain triomphant. Passez-moi le terme, mais le champ était dès lors libre pour convertir la terre à l'exploitation mécanisée et au régime de croissance économique ayant les grandes villes pour foyers. Aux grandes exploitations de l'agriculture industrielle correspondent les grandes agglomérations non moins nées de desseins industriels, avec l'écologie que l'on connaît. Car, dans le même temps, de belles pensées ont été

enterrées, telle celle tirée des expériences naturiennes de la fin du XIX^{ème} siècle. La terre comme fondement de certaines formes de vie a été disqualifiée par le capitalisme industriel et son emblème de civilisation : la grosseur/démensure urbaine.

Mais, la question du désir de terre contredit assez largement ce jour ces narrations urbaines. Il ne s'agit pas d'y retrouver des racines puisque, à la différence encore du milieu du XX^{ème}, nous n'avons plus d'attaches familiales à la terre. D'où parfois d'ailleurs de l'inconséquence écologique chez certains qui souhaitent quitter l'enfer du béton. Auparavant on avait toujours un grand-père ou une grand-mère qui avaient eu des pratiques de la terre. Non, de « retour » à la terre il s'agit surtout d'un retour sur terre et sur Terre. Aujourd'hui, c'est par l'expérience de plus en plus insensée de la ville métropolisée que des fragments entiers de la population vont nourrir leurs espoirs de formes de vies qui ne sont a priori pas celles que l'urbain métropolitain leur a imposées.

Le retour dont il est question c'est d'abord l'idée de pouvoir directement agir. C'est ce que je disais sur « le faire de sa main », pour faire corps avec le vivant et cesser de faire masse contre la nature. Beaucoup nourrissent l'espoir de ce mouvement. Certains passent à l'acte. Ils sont assez diversifiés même si ce sont majoritairement des cadres supérieurs biens dotés et de plus en plus des classes moyennes qui ne trouvent plus d'envie à rester dans l'urbain de plus en plus aseptisé. Il existe même des organisations qui essaient d'accompagner de telles installations.

Pour ma part, ce que j'ai pu observer, c'est que trois communs sont amenés à traverser de tels désirs. Le premier, c'est celui d'habiter autrement la terre. Ce n'est pas qu'une question de se loger, c'est





Est-ce que la perspective décroissante est partagée dans le spectre politique sur l'échiquier existant ? Il y a un effet très contemporain lié au confinement et à la pandémie, notamment avec l'exode urbain qui n'est pas massif mais qui a déjà commencé. On sent qu'il y a une sensibilité sociale à la question, cela commence à faire débat. Mais on sent aussi des lignes encore infranchissables, une frontière intellectuelle, politique et plus encore socio-anthropologique. Cette question traverse de plus en plus les partis à sensibilité écologique croissante.

tempérer sa propre existence, ménager son propre lieu de vie pour sortir de l'accélération et de la démesure. Le second commun c'est celui de renouer des liens avec les autres, d'aller vers d'autres systèmes d'entraide, de solidarité, de partage. C'est la coopération. Ces idéaux puisent souvent dans la re-visitation de savoirs et savoir-faire afin de repérer ses propres compétences, puis de les mettre à profit, pour bâtir quelque chose de soi. Le troisième commun est autour de l'autonomie, avec dès lors des pratiques d'autogestion de plus en plus revendiquées.

Donc pour que l'écologie devienne à la fois le détonateur et le réalisateur, il faut déconstruire un certain nombre de choses. L'expression « retour sur terre » me semble être la plus efficace pour dire retour à la limite, aux besoins vitaux, au strict nécessaire, au suffisant. Il existe une diversité d'alternatives avec un ensemble de communautés, de coopératives, d'éco-lieux... On dénombre en France plus de trois milles initiatives et elles ne cessent de se multiplier. Ce phénomène traduit la rupture anthropologique dont j'ai parlé précédemment sur l'hyper artificialité et la densité puisque – c'est là le plus rassurant – il

faut passer par cette expérience urbaine du gonflement, de l'emballlement et de la saturation pour se dire à un moment donné, sensiblement, quasi végétativement, et pas simplement intellectuellement, qu'il y a un problème et qu'il faut donc composer différemment et se projeter dans une forme de vie autre.

Concrètement vous prônez, ce n'est pas un gros mot de le dire, la décroissance. C'est un courant qui vous paraît représenté dans « l'offre politique » ? Comment voyez-vous son évolution ?

GF : C'est une question compliquée et je ne prétends pas y répondre dans son intégralité. Pour ma part j'ajoute à la décroissance l'idée qu'elle doit partir des villes. S'il y a bien un impensable ce serait que les villes sont intangibles et inamovibles. En effet, dans la longue histoire, les villes meurent aussi – ce sont des nécropoles – et elles meurent plus vite qu'on ne le pense. Il y a même, actuellement, une décroissance urbaine. Aujourd'hui, à l'échelle européenne, 30% des villes sont en voie de rétrécissement. Très majoritairement à cause de la désindustrialisation mais aussi parce qu'elles n'offrent plus la qualité de vie dorénavant attendue.

À EELV la question du local, de l'autonomie, des territoires périphériques et donc de la déconcentration, de la décentralisation des organes de décision auxquels la déconcentration renvoie, commence à venir. Elle intervient plutôt par un renouvellement générationnel, par des trajectoires de vie, des manières d'être au monde qui nourrissent des souhaits de desserrement, de débranchement, mais ceci est loin d'être majoritaire au sein de ce parti. Cela s'explique en grande partie par leur assise électorale, les écologistes sont plutôt dans les espaces métropolitains et cela reste compliqué de défendre une décroissance urbaine. On peut toutefois noter une évolution du référentiel écologique, qui, contrairement aux pensées des années 70-80, a commencé à voir la grande ville comme foyer premier du productivisme moderne.

Cette problématique traverse aussi des organisations beaucoup plus conservatrices. La droite réactionnaire, elle-même, la voit réapparaître. L'idée que « la terre ne ment pas », est en train de renaître. Il est vrai que l'hubris consumériste et la vanité collective de l'illimité par l'urbain et par l'urbanité est un mythe moderniste qui a encore belle

presse dans la gauche urbaine. La dialectique centre/périphérie traverse de longue date la droite, avec la question des traditions et des racines, de la terre et du terroir, de la famille et de la religion, mais tout ceci est aussi de plus en plus étalonnée sur l'idée de décroissance, et ce en empruntant le chemin écologique de la limite, de la mesure.

Même si les militants s'en réclamant sont légion, la décroissance n'est donc pas portée par un parti puisque même une gauche comme la FI a beaucoup de problèmes avec ça. À propos de la FI, la planification écologique est pour moi un non-sens historique. On ne planifie pas l'écologie comme si on pouvait formater et dupliquer le vivant. Cette planification écologique est aux antipodes de l'idée même de la lutte contre l'illimitation et la démesure. La planification c'est continuer à croître, mais vertueusement. On s'attendait à ce qu'un parti se disant converti à l'écologie ait une certaine clairvoyance à l'égard de la décroissance. Ce n'est pas le cas à ce jour. Génération.s me semble mieux doté sur le sujet.

Donc, il y a des partis en lesquels on plaçait des attentes aujourd'hui déçues, des partis qu'on attendait et qui voient

Suite à la publication du Manifeste, Guillaume Faburel a lancé avec la Fondation de l'Ecologie Politique, les Etats généraux de la société écologique post-urbaine. Ces Etats généraux visent à dégonfler les grandes villes mais surtout à penser la réorganisation spatiale du peuplement au profit de milieux et cadres de vie à taille humaine et écologique comme les espaces ruraux, les petits bourgs et hameaux, les petites villes et villes moyennes. Il s'agit également de s'interroger sur les formes de vie à y adopter, ainsi que sur l'organisation politique de ces territoires à refonder. Le collectif regroupe notamment des organisations comme ATD Quart Monde, l'Université rurale des Cévennes ou encore le Mouvement Interrégional des AMAP, et organisera les Etats généraux à la fin du mois de mai 2021 dans le Massif Central ou dans le Limousin. Vous pouvez retrouver une présentation du projet, son calendrier, ses objectifs, ses engagements, sur le site : <https://www.post-urbain.org/>

émerger cette question de la décroissance de l'intérieur même si ce n'est pas majoritaire et enfin des partis actualisant un traditionalisme qui n'est pas sans poser question sur le devenir même de nos mondes communs. La décroissance n'est donc pas portée par un mouvement en particulier sur l'échiquier politique français. À mon avis la question de la décroissance reste radicalement de gauche, mais il conviendrait de réinvestir plus vigoureusement les dialectiques comme centre /périphérie, centralisation/ autogestion, concentration productive/ défétichisation des médiations du capital, dont la grande ville est la première incarnation. Il faut déconstruire le métarécit de la masse, et donc de la métropolisation, au profit d'une

pensée politique du moléculaire et de la multitude, du foisonnement du vivant et de ses communs. On ne peut décemment se dire décroissant sans vouloir démanteler les grandes villes.

Pour finir, vous avez également participé à la fondation de la revue Sauvages que l'on recommande vivement. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce projet ?

GF : L'idée de la revue Sauvages vient de deux idées inter-reliées : la nécessité vitale de réensauvager la pensée et pour cela apprendre à désobéir aux pensées dominantes et à leurs cadres largement institués. La revue est ainsi ouverte à celles et ceux qui souhaiteraient déconstruire pour reconstruire de manière un peu fondamentale nos propres manières de voir le monde et d'agir dessus. D'entrée on se positionne comme écologistes, féministes, antiracistes, anti-spécistes et l'on vise les pensées militantes qui s'expriment autour de ces enjeux là en visant une désobéissance de pensée.

Pour cela, on propose un cheminement selon la métaphore de la forêt. Avec la lisière on tourne le dos à quelques habitudes, puis en passant les broussailles, à essayer d'identifier quels étaient les

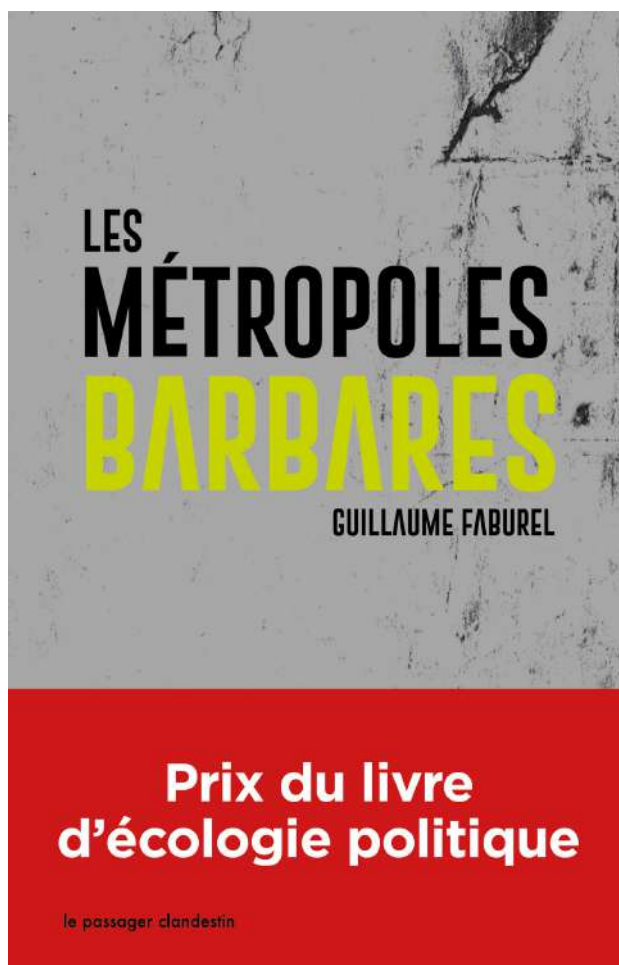


freins rencontrés à cette déconstruction-là, puis, petit à petit, écosystème par écosystème, avec la clairière et quelques autres, faire corps avec le vivant. Il y a en fait des domaines de la pensée qui nous semblent nécessaires de radicaliser et on propose, non pas une méthode, mais une démarche de pensée pleinement située et incorporée qui est celle des écosystèmes forestiers.

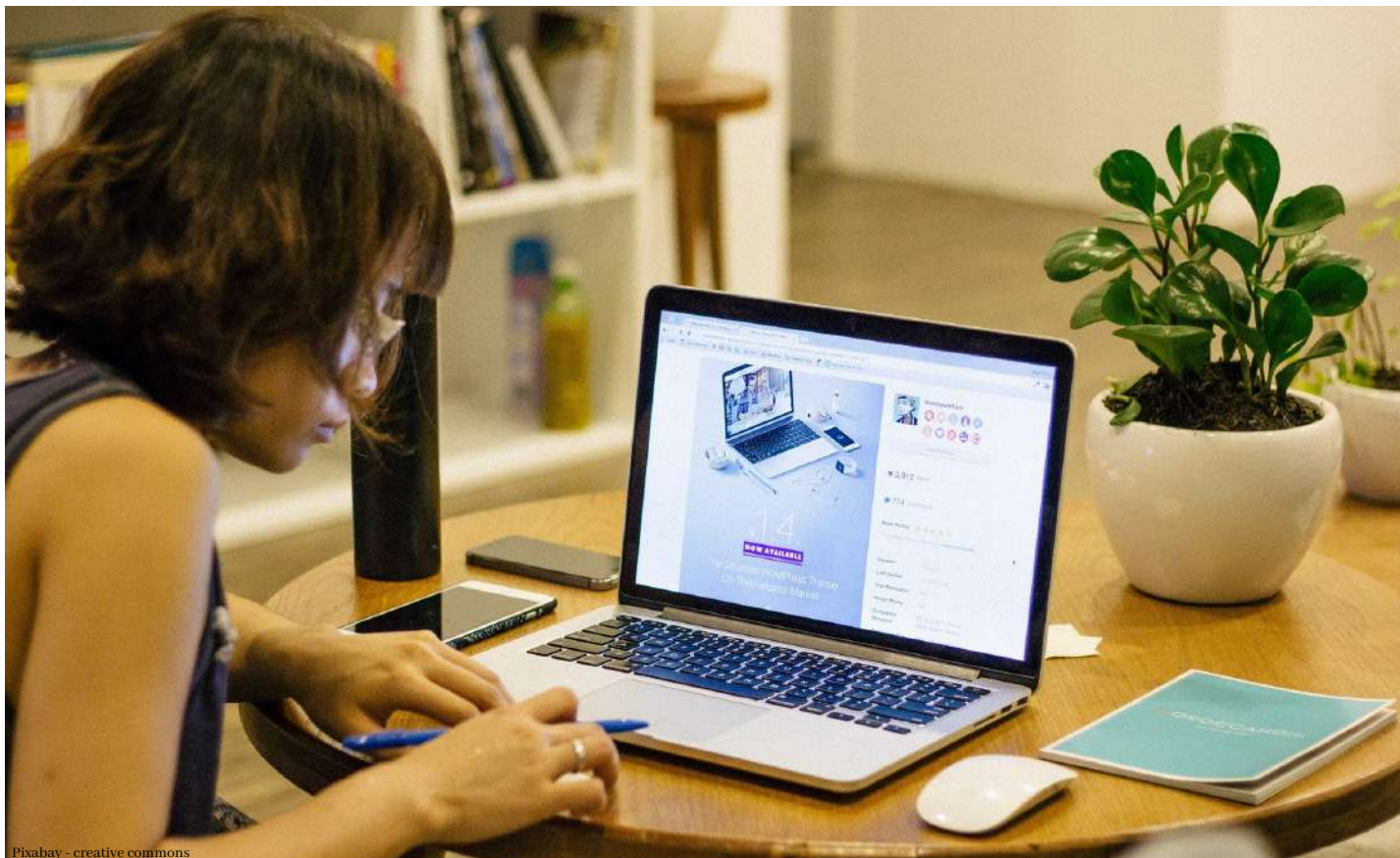
Nous sortions un numéro tous les 6 mois en moyenne, le premier est déjà disponible. Le deuxième arrive sous peu. Il y aura une version papier au bout de la première année qui condensera les deux premiers numéros. On cherche, non pas la dialectique « réception-communication » des articles mais véritablement un échange intellectuel avec les auteurs.

<http://revuesauvages.org/>

La rédaction de LeT



Le télétravail cause-t-il plus d'inégalités qu'il n'en résout ?



Depuis l'émergence de la crise du COVID-19 en mars dernier, le télétravail s'est invité plus massivement dans les foyers français. D'abord facultatif et réservé aux personnes à risques, il a progressivement été rendu obligatoire lorsqu'il était possible. D'un certain point de vue, entre l'économie de transports et son caractère souple dans l'organisation familiale et professionnelle qu'il permet, il représente pour certains salariés une véritable plus-value au quotidien.

D'un autre point de vue, son champ d'application, restreint aux fonctions support, voire à l'encadrement, en fait l'emblème d'une mesure inégalitaire, dans une société où les personnes les plus fragiles socio-professionnellement et socialement ont été les plus touchées par le COVID (1 et 2) (les personnes exerçant des métiers non éligibles en étant de fait exclues). De plus, en floutant

la frontière entre vie personnelle et vie professionnelle, il participerait, de fait, à la relégation d'un certain nombre d'acquis sociaux (tel que le bornage du temps de travail) voire à battre en brèche la naissance même de droit en cours d'émergence (comme le droit à la déconnexion).

Eléments de contexte

Le télétravail est défini dans l'article L. 1222-9 du Code du travail comme « toute forme d'organisation du travail dans laquelle un travail qui aurait également pu être exécuté dans les locaux de l'employeur est effectué par un salarié hors de ces locaux de façon volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication » (TIC).

Dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, deux types de raisons ont pu justifier la mise en

place du télétravail pour des salariés.

D'une part, certains éléments individuels liés à l'état de santé des personnels ont été pris en compte (3), pour ceux dont les fonctions pouvaient se faire à distance. Il s'agissait de personnes ayant des problèmes de santé suffisamment graves pour que le risque de se rendre dans les locaux de l'entreprise justifie le fait de rester à domicile.

D'autre part, afin de limiter les flux de personnes dans les locaux (4), des organisations de temps mixtes (alternance télétravail/présentiel) ont été mises en place dans un certain nombre d'entreprise afin de diminuer les rencontres entre professionnels, pour tenter de limiter la circulation du virus.

Un faible recul malgré un fort bouleversement des pratiques

A ce jour, le recul est assez faible, et peu d'études bien documentées ont été produites. Celle de l'INRS (5), qui a porté sur une dizaine de salariés, à l'intérêt d'avoir été conduite antérieurement à la crise COVID-19, ce qui permet d'éviter des biais conjoncturels. Il en ressort, ce qui est intéressant, que le ressenti des salariés était alors le même, tant sur les points positifs (moins de transports, maîtrise de son temps...) que sur les points négatifs (sentiment d'être stigmatisés, mis à l'écart, ainsi que l'impression d'un temps passé à travailler qui soit plus long).

Pour ce qui est de la balance bénéfique/risque en terme écologique, l'équation semble beaucoup moins simple qu'elle n'y paraît. En effet, le fait de moins se rendre au bureau peut, pour certains salariés qui s'installeraient durablement dans le télétravail, favoriser un éloignement du siège de l'entreprise. Dès lors, ils auraient moins de trajet en fréquence, mais plus de chemin à parcourir en distance, ce qui mériterait d'être quantifié mais laisse planer un doute sur « l'empreinte carbone globale » annualisée (6). De plus, le véhicule laissé vacant par le salarié restant chez lui pourrait trouver un autre usager dans le foyer, ce qui tendrait à limiter l'aspect positif du télétravail en termes écologiques. Sur ce point, il ne faut pas non plus occulter la nécessité de renouvellement des parcs informatiques, qui est loin d'être négligeable.

Ce qui nous semble intéressant, au-delà de ces questions, c'est de voir que les employés intégralement ou majoritairement en télétravail ont vécu l'absence de lien social direct avec leur collègues comme une difficulté voire une souffrance. D'autre part, la multiplication des visioconférences, pour certains, ont pu causer un sentiment d'intrusion de la sphère professionnelle dans la sphère privée (7).

De l'importance des partenaires sociaux et des services de santé au travail

Depuis 2012, bien que le télétravail ait acquis une existence légale, il restait majoritairement une pratique discrétionnaire et concernait peu de salariés. Son émergence forcée va nous obliger, dans les prochains mois, à conduire une réflexion globale sur un nouveau mode de travail et de rapport entre encadrement et collaborateur, basé sur la confiance mutuelle.

Comme toutes les nouvelles pratiques, le télétravail est en train de changer le paysage professionnel et de recomposer les liens entre les salariés. Sa mise en place va nous obliger, bon gré mal gré, à nous adapter à de nouveaux paradigmes. Comme souvent, il faudra des années pour en mesurer les impacts réels, individuels ou groupaux, mais il nous semble

nécessaire de poser des prérequis à sa mise en place d'un suivi des salariés. La mise en place de suivi adaptés par les services de santé au travail nous semble incontournable, pour évaluer sur le long terme l'impact psychosocial de cette pratique, en autorisant les salariés qui souhaitent revenir en présentiel dès qu'ils se manifestent. De plus, il nous semblerait important de faire un suivi de son impact environnemental, en impliquant les associations de défense de l'environnement et les partenaires sociaux. Enfin, et c'est toujours utile de le redire, le revenu universel d'existence aurait été un moyen de compenser la perte de salaire des personnes vulnérables qui, de fait d'un métier non éligibles, ont subi une diminution d'activité et de revenus.

Alexandre Pothain



Pixabay - creative commons

- (1)https://www.liberation.fr/france/2020/10/25/plus-malades-plus-precaires-le-covid-cisaille-les-pauvres_1803456
- (2)<https://www.letudiant.fr/metiers/metiers-exposes-metiers-vulnerables-comment-la-crise-du-coronavirus-impacte-votre-travail.html>
- (3)<https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A14443>
- (4)<https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus/retour-au-travail>
- (5)<https://www.inrs.fr/media.html?refINRS=TF%20276>
- (6)<https://www.futura-sciences.com/sciences/questions-reponses/emploi-teletravail-il-ecologique-14702/>
- (7)<https://www.capital.fr/votre-carriere/cet-impact-inattendu-du-teletravail-sur-notre-sante-1382395>

Contre l'implosion d'une société fracturée : Analyser, comprendre, guérir et reconstruire ensemble



La philosophe Cynthia Fleury dresse un constat aussi inquiétant que lucide sur l'état du vivre-ensemble dans son essai intitulé « Ci-gît l'amer », bien que le sous-titre « guérir du ressentiment » propose une issue heureuse. La titulaire de la chaire Humanités et Santé au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) décrit la progression d'une forme de détestation de l'autre, aux visées individuelles et collectives, qui morcelle à vitesse grand V le contrat social.

Selon celle qui est aussi psychanalyste, les ressorts de cette dégradation ne sont pas insurmontables, pour peu que la parole reprenne sa place, que l'échange se réinstalle, que la réflexion ouvre des espaces communs et que la responsabilité soit partagée dans l'exercice participatif d'une Démocratie aussi vivante qu'exigeante. Nous pouvons

remarquer que les pistes ouvertes par l'auteur des « Pathologie de la Démocratie » ne collent guère au mode de gouvernance actuel de la France.

Les récents débats sur la Laïcité ainsi qu'autour des lois relatives à la sécurité globale et aux séparatismes, confirment que notre Démocratie, loin d'être apaisée, est malmenée par une majorité politique dogmatique et autoritaire qui normalise la brutalité dans l'exercice des responsabilités.

Des revendications sociales des gilets jaunes à la défense des libertés publiques, en passant par l'urgence écologique portée par les marches pour le climat, tout est ignoré par la République en Marche et ses partenaires qui s'enferment dans des analyses biaisées et dans des éléments de langage aux gigantesques oeuillères. Le discours et l'action politique de l'exécutif ne sont pas

en reste : ils méprisent, stigmatisent et excluent. En bout de chaîne ou plutôt en fin de cordée, les classes populaires et moyennes, victimes de l'exclusion, de la précarité et du déclassement, encaissent, impuissants. Pourtant, la soupape de la cocotte-minute est proche de la rupture.

A côté de cela, l'extrême-droite profite du mauvais traitement infligé aux plus faibles pour gagner un à un les esprits, avec le concours zélé des médias qui offrent de confortables tribunes aux Eric Zemmour, Pascal Praud, Jean Messiha et consorts. On observe comment l'appropriation du « bon sens populaire » devient l'outil destiné à flatter les bas-instincts dans une frénésie stakhanoviste, comment les constats à l'emporte-pièce nourrissent les rancœurs. Tout ça dans une évidente stratégie de conquête du pouvoir qui ne

s'embarrasse d'aucun scrupule quand il s'agit de manier les contre-vérités.

Et puis, il y a l'écologie et la gauche qui se perdent dans de multiples chapelles et/ou dans l'attentisme alors qu'il faudrait travailler ensemble à un projet de société depuis des mois. Par le biais d'une récente tribune publiée par Médiapart, Eric Piolle, le maire écologiste de Grenoble, refuse le statu quo. Il interpelle dans ces termes des responsables écologistes et de gauche qui, à ses yeux, ne sont certainement pas devenus irréconciliables : « Arrêtons la course de nains de jardin et proposons un débouché politique ».

Les écologistes, l'ensemble des composantes de la Gauche et les citoyens engagés peuvent profiter d'une étroite fenêtre de tir afin de définir sans attendre le creuset commun, sans quoi chacun jouera sa partition incomplète en 2022. Chacun de son côté, personne ne sera en capacité de répondre aux attentes, aux revendications et aux peurs de chaque catégorie sociale dans laquelle les individus décrochent de plus en plus de l'intérêt général pour mieux se replier sur eux-mêmes.

Ce repli identitaire, social et économique ne s'est que trop installé dans notre pays, jusqu'à fragiliser les racines de ce qui fait la nation. A la solidarité nationale, on oppose de plus en plus souvent « les profiteurs et les assistés ». On en vient à douter de la motivation des chômeurs qui n'ont pourtant qu'à « traverser la rue » pour s'en sortir. Dans les gares de France, on croiserait aujourd'hui « ceux qui réussissent et ceux qui ne sont rien », selon les propos inqualifiables du Président de la République. Gare à nous si le séparatisme social perdure et s'impose durablement, avec le concours des godillots qui verrouillent le Parlement.

L'exemple outre-atlantique est très éclairant à ce sujet. L'élection présidentielle américaine a surpris par la résistance du socle électoral du perdant Donald Trump. Les instituts de sondage comme les décideurs politiques avaient sous-estimé la profondeur de l'ancrage des fractures de la société américaine. Par ses discours opposant les communautés et les classes sociales les unes aux autres, par sa politique clientéliste préservant les

intérêts du capital et encourageant parfois ouvertement l'expression décomplexée des partisans de toutes les ségrégations, le milliardaire mégalo a durablement mis à mal l'unité du peuple américain.

La défiance des uns envers les autres ne pourra se résorber rapidement et spontanément. Il faudra que l'équipe de Joe Biden garde en tête la nécessité de réparer les liens et la confiance que quatre années d'administration ont malmenés comme jamais depuis l'ère de Donald Reagan ou chez nos voisins britanniques durant les onze années sous le joug de Margaret Thatcher.

Revenons à notre environnement immédiat. Ce processus de balkanisation de la société a déjà produit bien des dégâts en France, autour de fractures économiques, sociales, sanitaires, écologiques, territoriales et culturelles. Une étude de Destin Commun, la branche française du think tank américain More In Common, a étudié le phénomène et a produit un rapport intitulé « La France en quête : réconcilier une nation divisée ». Dans les 181 pages que compte le travail de recherche,

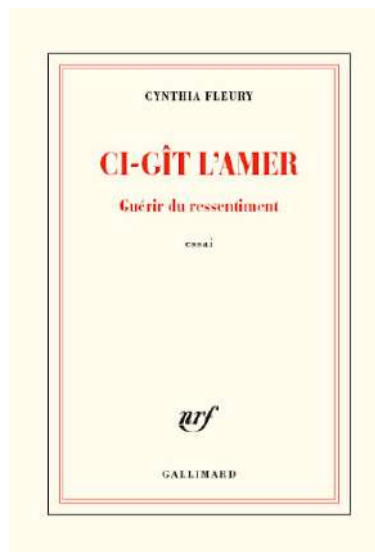


Pixabay - creative commons

nous découvrons une à une les failles qui écartèlent un peuple dont l'unité est à reconquérir.

Nous pouvons l'affirmer sans catastrophisme, les risques de basculer vers une application encore plus destructrice de la loi de la jungle sont immenses. Toute alternative au délitement des communs, à l'effacement de la Démocratie, au repli sur soi, à la peur de l'autre nécessite de reconnaître cette fracturation mortifère, d'en analyser et d'en comprendre les causes.

Il revient aussi à l'ensemble des résistantes et des résistants à ce phénomène, au-delà de l'appropriation du constat, de réunir les conditions permettant d'inverser la tendance. D'abord, dans la considération, l'écoute et le dialogue qui sont trois étapes incontournables du retour à un climat de concorde. Après, dans l'écriture collective d'un récit différent qui rassure et qui éclaire l'avenir. Puis dans la mobilisation d'une majorité sociale qui scelle l'alliance des classes populaires et des classes moyennes autour d'objectifs ambitieux. Enfin, dans la réalisation collective des engagements qui fonderont la société des transitions écologiques, solidaires et citoyennes.



« Ci-gît l'amer : guérir du ressentiment », par Cynthia Fleury, Gallimard (Collection Blanche)

Karim Aou

Repères et références :

- « L'invité(e) des matins », édition du 5 octobre 2020 avec Cynthia Fleury, par France Culture - [ici](#)
- « La France en quête : réconcilier une nation divisée », par Destin Commun
 - [L'enquête intégrale](#)
 - [La synthèse](#)
- « Fractures françaises - édition 2020 », par la Fondation Jean Jaurès - [ici](#)
- Fractures françaises 2020 – vague 8 », par l'IPSOS - [ici](#)



Liban

Derrière le chaos, l'espoir du renouveau

Rétrospective de la Révolution



Source: Dimitry Vurbier

Il ne se passe plus un jour sans que l'on parle du Liban. Beyrouth est devenu le symbole du chaos, de la détresse, du désespoir, à l'heure où le Liban était devenu la vitrine de la corruption politique, de la paralysie des réformes, et du mutisme populaire. Derrière ce tableau sombre se dévoile un État nouveau, qui de par sa révolution populaire, semble engagé sur la voie d'un changement certain.

Le Liban à la veille de la Révolution : crise majeure

À la veille de la Révolution, dite Tharwa - ثورة - le Liban n'est plus la Suisse du Moyen-Orient, il n'est plus le carrefour de l'Orient et de l'Occident (perdu à mon sens par la place de l'empirique ville d'Istanbul), mais demeure un système unique, par son système politique et administratif multiconfessionnel et par sa mentalité.

Un point mérite d'être éclairci pour comprendre la problématique libanaise actuelle. Bien que le Liban soit multiconfessionnel, il n'est en aucun cas interconfessionnel. « Le pays message » de Jean-Paul II n'est en réalité pas un « pays message » du vivre ensemble, mais plutôt de cohabitation froide. Les chiites vivent séparément des sunnites ; les sunnites séparément des chrétiens maronites : les restes de la guerre sont encore dans les mémoires. Cela n'empêche pas que les relations interreligieuses soient saines, seulement, les communautés ne sont ni unies, ni amies.



Le Liban est le seul système politique et administratif multiconfessionnel au monde avec l'Irak, c'est-à-dire que les responsabilités politiques et administratives sont partagées

proportionnellement entre les 18 communautés religieuses reconnues par l'État libanais. Bien que d'apparence ce système semble être une bonne solution pour le partage équitable et pacifique des responsabilités, il sera en réalité la proie numéro 1 des manifestants. En effet, un tel système implique que pour exister, pour s'exprimer, pour revendiquer, il est nécessaire d'appartenir à une communauté religieuse. Ce système conduit aussi à une autre problématique importante : il n'y a pas d'État, seulement des communautés dans l'État. Cette problématique soulève une question de droit : qui fait la loi au Liban ? Sans surprise, ce sont les chefs de communautés religieuses, à l'image de Hassan Nasrallah pour le Hezbollah, ou de Gibran Basil pour le CPL, autrement dit, à chacun sa loi. Le système communautaire a mené le Liban vers une crise majeure, celle de la corruption politique.

C'est ainsi que le 17 octobre au matin, alors que le Liban traverse une crise économique qui s'aggrave chaque jour, le gouvernement Hariri décide d'instaurer une taxe sur l'utilisation de WhatsApp dès le 1 janvier 2020. Le peuple libanais suffoque, il craque. Le soir, des centaines de Libanais descendent dans la rue manifester leur colère, et le lendemain, le peuple libanais se rassemble dans la rue de manière pacifique, et crie sa colère. Les dirigeants et responsables politiques sont appelés à partir, et pour la première fois, c'est la nation libanaise qui leur demande. Au Liban, parler de nation n'est pas évident, car une nation ne peut être aussi hétérogène qu'au Liban. Les cultures s'opposent, l'histoire les affrontent, le mode de vie n'est pas le même d'une

communauté à une autre. En somme, c'est comme si l'État libanais était une terre d'accueil, sans principes forts qui permettent de rassembler son peuple autour d'un même et unique drapeau.

Pourtant, dès le 17 octobre 2019, les Libanais se rassemblent, tous munis d'un drapeau libanais, et nulle part dans la foule criante, nulle part dans le pays, que ce soit à Tyr, Beyrouth ou Tripoli, des manifestants lèvent le drapeau de leur communauté : la nation libanaise se réveille de manière spontanée. L'émergence de la nation est une première pour le pays, car même la Révolution du Cèdre de 2005 n'avait pas vu une nation homogène, car à son issue, deux courants politiques se sont créés, l'alliance du 8 mars et l'alliance du 14 mars. Le peuple libanais était donc, en fonction de sa communauté, divisé en deux alliances politiques.

Quel rapprochement peut-on faire entre les printemps arabes et la révolution libanaise ?

La révolution libanaise ne se fait pas sans rappeler les printemps arabes de 2011. D'autant plus que le Liban est l'un des rares pays de la région à ne pas avoir connu de printemps arabes au début de la décennie.

Ces événements majeurs pour la région, qui viennent bouleverser considérablement l'ordre interne des États, menant vers un processus de démocratisation pour certains, comme la Tunisie, ou vers un calvaire économique et politique comme la Libye,

ont une similitude avec la révolution libanaise, bien que cette dernière ne soit pas une révolte dite du printemps arabe.

Comme avec le réveil arabe de 2011, la révolution libanaise, c'est le cri d'une nation qui n'a plus rien à perdre, qui veut des changements quoi qu'il en coûte. C'est le désespoir des jeunes qui se manifeste par la révolte, c'est aussi la volonté de renverser un régime corrompu, qui ne satisfait pas les attentes de sa population, qui revendique de manière pacifique, le droit d'être plus que des soldats communautaires. La révolution libanaise est un tournant majeur dans l'histoire du Liban : le 17 octobre 2019, le Liban connaît une seconde naissance. Et comme dans les printemps arabes, le peuple exige plus que des réformes, il veut un bouleversement.

Les printemps arabes, et les révolutions des peuples au Moyen-Orient ouvrent des périodes de transitions, mais aucune ne se ressemble. La transition libanaise veut ouvrir son pays à la laïcité, à l'unité des Libanais : elle veut une démocratie.



Source : Dimitry Vurbier

Et qu'en est-il de la Révolution libanaise aujourd'hui ?

Un an plus tard, la Révolution est toujours dans les cœurs, mais les difficultés traversées, entre la crise sanitaire et l'explosion du port le 5 août 2020, ont conduit à passer la révolution en second plan. Le premier ministre Saad Hariri, qui avait été conduit à la sortie par les révolutionnaires, a récemment repris son poste. Des promesses, les Libanais n'auront rien d'autre. L'espoir d'un gouvernement de technocrates a peu de chance de voir le jour. Celui d'un Liban nouveau, plein d'espoirs pour le lendemain, n'est pas à l'agenda.

À Beyrouth désormais, on cherche à reconstruire son pays, à le sortir du chaos. La malédiction qui s'est abattue sur le Liban depuis plusieurs mois, offre le choix de deux sorties de crise : soit le Liban sombre, replonge dangereusement dans la guerre civile qui le menace, entre dans une pauvreté malheureuse et suit un chemin de déclin, ouvrant la voie à des organisations malveillantes. Soit, et je suis personnellement de cet avis, le Liban se relève de cette crise majeure car contrairement à tout autre État qui traverserait pareille similitude, le pays du Cèdre est porté par les Libanaises et les Libanais, un peuple qui a le courage comme essence.

Dimitry Vurbier

Mon expérience au Liban

Le carnet de voyage de Dimitry Vurbier



J'ai eu la possibilité de pouvoir vivre et étudier, d'août 2019 à janvier 2020, au Liban.

Je suis arrivé à Beyrouth le 24 août 2019, ne connaissant le Liban que par les livres. Désormais, je suis très critique à l'égard de nombreux auteurs qui évoquent le Liban, car de nombreuses analyses sont fausses, du moins dépassées, car si j'ai bien compris une chose au Liban, c'est que tout va très vite, rien n'est figé. Comme dans de nombreux pays de la région, vous pouvez vous endormir dans un pays en paix, et vous réveiller dans un pays en guerre.

Dès le premier pas sur le sol libanais, je suis tombé sous le charme, comme si une partie de moi était libanaise. Cette expérience m'a tellement touché, que j'ai décidé de complètement abandonner mes études de droit pour me consacrer à l'étude de la région. Dominique Eddé résume que « vivre au Liban, c'est vivre au centre du monde, et dans l'impasse. Dans le petit village cassé d'une planète qui va mal. Chaotique, pollué et corrompu jusqu'à l'inconcevable, ce pays

reste infiltré par les intrusions de la beauté et de la chaleur humaine. Il en devient impossible de nommer le sentiment qu'il inspire : celui d'être en permanence agressé et séduit à la fois. ». L'auteur résume le Liban comme je l'ai vécu. Installé dans un quartier sud de Beyrouth, j'ai fait une partie de ma licence à l'Université Saint Joseph, mais j'ai surtout profité de ce moment pour découvrir le pays. De Baalbek à Bcharée, de Tyr à Saïda, en passant par Tripoli, Anjar, Hermel, ou encore Jezzine, dégustant un manouche de Leila, du hommos d'Abel ou des fallafels d'Abou Rami, je n'ai été qu'émerveillé.

Et puis un matin, ce jeudi 17 octobre, le ciel était sombre et enfumé, les gens criaient, ils étaient rassemblés dans la rue. Une atmosphère étrange enveloppait Beyrouth, la ville devenait comme éteinte. La révolution commençait. Le lendemain, je suis allé sur la place des Martyrs, cœur battant de la Révolution, et j'ai vu les Libanais festifs, mais aussi agacés, courageux mais aussi étonnés, demander à l'unisson le

départ de la classe politique, pour ouvrir la voie des changements. Mon expérience prit une nouvelle forme : l'université ferma, les activités cessèrent, le pays entier était consacré à la révolution. Je n'aurais jamais assez de mots pour exprimer mon admiration au peuple libanais, qui n'a jamais baissé les bras face à la velléité de leurs dirigeants, face aux menaces des milices armées. Ce peuple que j'ai vu fier et pacifique, qui devrait être un exemple pour chacun, me rendait si heureux d'être présent au Liban à ce moment.

Montant dans les ruines du cinéma ou du théâtre abandonné, nous pouvions voir la force de cette révolution, que de nombreux médias occidentaux ont détourné de son sens. La journée, les Libanais scandaient des slogans et le soir, ils riaient, ils dansaient et ils chantaient, bloquant jour comme nuit le pays tout entier. Et puis, les jours se succédèrent, et rien ne changeait. La révolution prit une autre tournure le jour du vote de la loi d'amnistie au Parlement. Les Libanais ne riaient plus, ils ne chantaient plus, on sentait qu'à n'importe quel moment, tout pouvait basculer. Les échanges musclés et les tirs se faisaient plus nombreux, le silence des responsables politiques devenait gênant. L'espoir laissait place à la rage, la haine, à la volonté d'en découdre.

C'est ce Liban que j'ai quitté le 18 janvier 2020. En crise, bloqué, ruiné, mais uni face à la corruption politique, uni dans les valeurs qui animent son peuple. Je me suis promis de revenir au Liban le plus vite possible.

Dimitry Vurbier

L'avenir énergétique français passe-t-il nécessairement par le nucléaire ?

Cela fait maintenant quelques mois qu'un projet de construction de trois paires de la nouvelle génération d'EPR fait l'objet de discussions entre EDF, Bercy et le ministère de la transition écologique. Le réacteur européen à eau pressurisée (Evolutionary Power Reactor, abrégé en EPR) est un type de réacteur nucléaire de troisième génération développé dans les années 1990. Comme chacun sait, le nucléaire est une énergie très importante dans le mix énergétique français. Selon un rapport du ministère de la transition écologique datant de septembre 2020, le bouquet énergétique primaire réel de la France se compose de 40 % de nucléaire, 29 % de pétrole, 15 % de gaz naturel, 12 % d'énergies renouvelables et déchets et 3 % de charbon (1).

Nous faisons actuellement face à une catastrophe climatique et écologique d'une ampleur inédite. Mener une politique énergétique davantage axée sur les énergies renouvelables est donc une priorité. Pourtant le gouvernement français accorde une confiance aveugle au nucléaire. Entendons-nous bien, le but n'est pas de dénigrer l'industrie du nucléaire et de promouvoir son exclusion totale du mix énergétique, mais bel et bien d'évoquer les problèmes qui y sont liés. Le gouvernement a longtemps expliqué qu'il était important de penser à la rentabilité d'une énergie, et qu'en ce sens l'énergie nucléaire devait être privilégiée car elle était plus compétitive que les autres. Trois éléments principaux viennent pourtant remettre en question cette affirmation.

Selon le rapport de la cour des comptes de juillet 2020 sur la filière EPR, le coût de

construction de trois paires d'EPR2 est estimé à 46 milliards d'euros. Il s'agit donc d'un investissement colossal alors même qu'EDF est en difficulté financière. Ce coût est justifié par la potentielle rentabilité et compétitivité qui découlerait de ces installations. Mais selon ce même rapport « on ne peut pas établir avec un degré raisonnable de certitude que les économies de construction de futurs EPR2 par rapport au coût de construction d'EPR de type Flamanville se matérialiseront ». Cette stratégie pour l'avenir présente ainsi ses limites.

D'autant qu'il est désormais difficile de faire entièrement confiance aux prévisions d'EDF. En effet, au début des années 2000, lorsque Areva et EDF ont commencé à construire les premiers EPR, des budgets et des prévisions ont été établis. La plupart ont été rapidement rattrapés par la réalité. Par exemple, concernant l'EPR de Flamanville, le coût de construction a été multiplié par au moins 3,3 et le délai de mise en service par 3,5. On peut citer également le chantier d'Olkiluoto, en Finlande, lancé

en 2005 par Areva, et pour lequel le coût de construction a été multiplié par 4. D'autres problèmes de surcoûts et de délais dans la construction d'EPR par EDF ou Areva ont également été observés en Chine et au Royaume Uni. Enfin, la gestion des déchets radioactifs pose également un problème. Selon un rapport de la Cour des comptes (juillet 2019 sur l'aval du cycle du combustible nucléaire), les charges brutes futures de gestion des matières et déchets radioactifs ainsi que des combustibles usés sont en forte augmentation, près de 40 % par rapport à 2013.

Un autre élément doit également être pris en compte pour la compréhension de la politique énergétique française. Il s'agit du déséquilibre financier en recherche et développement. En effet, on constate que 58% des R&D publics pour l'énergie sont injectés dans l'industrie du nucléaire. On pourrait certes arguer que si ces financements sont importants, c'est avant tout pour la fusion, et qu'ils sont donc légitimes (2). Mais même en retirant le financement de la fusion, le budget R&D est toujours supérieur pour le



Pixabay - creative commons

nucléaire vis-à-vis du renouvelable : 43,5% contre 31%. On se plaint parfois du manque de compétitivité des énergies vertes et du fait que la France soit en retard par rapport à d'autres pays en la matière. Or, c'est l'innovation qui rendra possible la construction de systèmes éoliens ou photovoltaïques performants et moins coûteux. Il est donc regrettable de constater que la recherche – source première de l'innovation – ne soit pas financée comme elle devrait l'être, et que l'Etat fournit une enveloppe plus conséquente pour le nucléaire.

Il importe également de considérer la dynamique internationale en la matière. S'inspirer de la politique de ses voisins montre des limites car chaque pays a un potentiel énergétique différent, mais cela peut également apporter des réponses. Or selon le World Nuclear Industry Report Status 2018, au niveau mondial, la production d'énergie éolienne a augmenté de 17% en 2017, le solaire de 35% et le nucléaire de 1%. La communauté internationale développe donc davantage sa capacité de production en énergie renouvelable plutôt qu'en énergie nucléaire. En outre, neuf des 31 pays nucléaires - Allemagne, Brésil, Chine, Espagne, Inde, Japon, Mexique, Pays-Bas et Royaume-Uni - ont produit plus d'électricité en 2017 à partir d'énergies renouvelables non-hydrauliques qu'à partir de l'énergie nucléaire. De quoi se demander si une diminution du nucléaire dans notre mix énergétique est si complexe que cela.

Le nucléaire suscite bien des passions et fait couler beaucoup d'encre. Mais ce sujet nécessite une réflexion posée car une politique énergétique s'applique sur le long terme et nos décisions actuelles vont conditionner le contexte écologique de demain. Le nucléaire n'est pas une énergie à jeter. Les entreprises françaises sont parmi les plus



Pixabay - creative commons

compétentes au monde dans ce secteur. En outre, le nucléaire assez peu carboné et l'uranium n'est pas particulièrement rare (3). La quantité d'uranium disponible dans les gisements déjà exploités correspond à 100 ans de consommation selon l'OCDE, 250 ans au rythme actuel si l'on prend en compte les réserves estimées. De quoi couvrir la période de conversion aux énergies renouvelables et vertes. En effet, n'en déplaise à Yannick Jadot, cette énergie peut accompagner la transition énergétique car elle est relativement stable à l'année. En effet, certaines énergies renouvelables comme l'éolien ou le solaire dépendent pour l'heure des conditions météorologiques et ont des productions différentes en fonction des saisons. Le nucléaire pourrait servir de régulateur et garantir la sécurité énergétique française le temps que les technologies des énergies renouvelables se développent, notamment en ce qui concerne le stockage.



En définitive, il est urgent d'axer les financements publics sur le renouvelable et non pas sur le nucléaire. De même, il est absolument impératif d'établir un audit relatif au coût potentiel d'une politique énergétique du renouvelable avant de construire de nouveaux EPR, surtout dans un

contexte de perte de compétitivité du nucléaire. Malheureusement, aucune étude d'envergure n'a été commandée par le gouvernement qui semblerait s'engager sans prudence aucune vers une France nucléarisée. Cette décision est d'autant plus dangereuse que la problématique des déchets nucléaires se renforce chaque jour, de même que la crise écologique mondiale.

Arnaud Duthilleul

Notes :

(1) "Chiffres-clés de l'énergie, Edition 2020", Ministère de la transition écologique

(2) La fusion nucléaire est le processus dans lequel deux noyaux atomiques s'assemblent pour former un noyau plus lourd. La fusion nucléaire dégage une quantité d'énergie colossale mais aucune application industrielle de la fusion à la production d'énergie n'a encore abouti.

(3) Son exploitation est polluante et se fait pour le nucléaire français dans des pays non démocratiques. En outre, elle est selon Greenpeace source de pollution radioactive au Niger. Il est donc urgent que l'industrie française privilégie un approvisionnement aux Etats Unis, au Canada ou en Australie.

Les Kurdes : un mouvement national face au mépris régional et international

Pourquoi parler du Kurdayetî ?

Le Kurdayetî, c'est-à-dire le mouvement national kurde est un mouvement plutôt connu, mais si on demande à une majorité de personnes, ils ne vont pas aller plus loin que « Les Kurdes n'ont pas d'Etat et ils combattent pour en avoir un » et cela va s'arrêter là.

De manière générale, l'Histoire du Moyen-Orient est peu connue et seules certaines ellipses faciles à retenir vont être assimilées : les Croisades et le personnage de Saladin, la présence d'empires à l'Epoque moderne : l'Empire Ottoman et l'Empire persan, la montée de la radicalisation islamiste avec notamment la Révolution islamique en Iran en 1979. Au-delà de ces points dont on parle souvent ou assez souvent dans les médias ou évoqués dans le secondaire en histoire, les gens ne vont pas aller plus loin. Il faut dire que le Moyen-Orient a une telle diversité, une telle densité de cultures, de communautés et de strates historiques, qu'il est difficile de s'y retrouver. A moins qu'on s'y penche sérieusement, par le biais de lectures, le visionnage de reportages et le suivi de la presse écrite. Je conseille d'ailleurs le livre de Sabir Cigerli et Didier Le Saout « *Les Kurdes, l'émergence du nationalisme kurde (1874-1945) dans les archives diplomatiques françaises* », publié aux éditions L'Harmattan (2019), qui m'a aidé à comprendre un certain nombre de choses sur cette question du Kurdayetî. De même, l'article de l'universitaire Özcan Yilmaz sur le site universitaire Cairn.info : *L'exil et le nationalisme : le cas kurde au début du XXe siècle* (2010) et les bons articles du Wikipédia anglophone : « Kurdish nationalism », « Kurds in Turkey » et « Kurds in Syria ».



2020, c'est le centenaire du traité de Sèvres, qui marque la défaite et le démantèlement de l'Empire Ottoman. A cette occasion, cela va être la trahison de l'allié arabe qui avait rejoint l'Entente (Grande-Bretagne, France), après des négociations secrètes, notamment par le biais du prince local, le chérif de La Mecque, Hussein ben Ali de la famille des Hachémides (une des dynasties descendant de Mahomet) qui va par un appel religieux (une fatwa), lancer la révolte des Arabes musulmans vivant dans l'Empire Ottoman (aussi bien sunnites que chiïtes) contre les Turcs en 1917, c'est le fameux Soulèvement arabe de 1917. En même temps que la négociation avec Hussein, les Britanniques et les Français dans le dos des projets arabes (c'est le tout début du panarabisme dans les années 1910, aussi bien musulman que chrétien, visant à créer un Royaume arabe comprenant la Syrie, le Liban, la Grande Palestine historique (Palestine totale + Jordanie) l'Irak et toute la Péninsule arabe ; on peut citer l'engagement de l'écrivain libanais, de confession chrétienne, Khalil Gibran, par

exemple ; qui est en outre un des fondateurs de l'arabe moderne standard), signent l'accord secret de Sykes-Picot en 1916.

Cet accord, ensuite dévoilé, va également déplaire aux Kurdes, puisque les Britanniques lorgnent, du fait notamment de la présence du pétrole, sur la région de Mossoul, de fait capitale historique du Kurdistan irakien, ainsi que pour les Français, la Jazira syrienne (la bande nord de la Syrie) avec pour plus grande ville Hassaké qui est également une région kurde. Les Français et les Britanniques vont laisser aux Kurdes, le Triangle de Diyarbakir, la plus grande ville historiquement kurde de la Turquie actuelle. A noter que les Arméniens gardent l'entière responsabilité de l'Arménie turque qui va de Van, jusqu'à Kars en passant par Erzurum et Kharput. Par la suite, la partie sud de l'Arménie turque, du fait du choc démographique lié au Génocide arménien (tuant 1,5 million de personnes, mais aussi l'exil de 500.000 Arméniens, les survivants) va faire que cette région-là va se "kurdiser". En effet, il y avait déjà une minorité kurde dans les régions arméniennes occidentales d'Erzurum et de Van.

On peut donc se demander comment le Kurdayetî s'est réalisé malgré l'annulation du Traité de Sèvres en 1923, avec le Traité de Lausanne ?

On va le voir en se demandant comment le Kurdayetî s'est formé avant 1923 (de 1876 à 1923) et finalement qui sont les Kurdes. Ensuite on analysera les différents pics de tension avec les Iraniens, les Turcs, les Syriens et les Irakiens (puisque le Kurdistan est divisé entre 4 États : 1 persan, 1 turc et 2 arabes) jusqu'à nos jours (1923-2020). Enfin on se penchera sur les perspectives futures et quid du droit à l'autodétermination dans les trois pays où la question se pose de la manière plus aiguë (Turquie, Syrie, Irak).

La Genèse du Kurdayetî (1876-1923)

Tout d'abord, il serait mal aisé de présenter le Kurdayetî, sans parler de la situation géo-historique des Kurdes. Les Kurdes sont un peuple indo-européen, cousins des Persans, parlant des langues faisant partie du groupe iranien. Mais attention le persan est trop éloigné des trois langues kurdes, pour qu'il y ait intercompréhension, en tout cas immédiate. Les trois langues kurdes sont le kurmandji, parlé dans le Kurdistan turc, en Syrie et dans le nord du Kurdistan irakien, mais aussi la région du lac d'Ourmia en Iran (à la frontière turco-arménienne), région qui d'ailleurs est aussi une région arménienne et assyrienne (ce sont les Araméens, de religion chrétienne) ; le zazaki, qui est une langue parlée essentiellement en Turquie : régions de Malatya et Bingöl et enfin le sorani, parlé essentiellement dans le sud du Kurdistan irakien et la majeure partie de Kurdistan iranien (région de Hamadan). Les Kurdes sont les descendants des populations iraniennes antiques de l'Iran du nord (région caspienne et Plateau du nord), les Mèdes, lesquels se sont probablement mélangés avec une autre population indo-européenne, aujourd'hui dis-



parue, les Hittites, mais aussi les populations des Hourrites et des Ourartéens (dont on dit que c'est l'une des racines du peuple arménien).

En somme les peuples iraniens dont les Kurdes sont le maillon linguistique entre les Hittites (branche anatolienne indo-européenne) et les Arméniens. Cela veut donc dire que la présence des Mèdes puis des Kurdes dans le Kurdistan est très ancienne, puisqu'elle remonte au début du VII^e siècle avant notre ère. Il est difficile d'estimer la population kurde avant l'époque contemporaine. Par exemple, les recensements ottomans ne différenciaient pas entre les groupes ethniques musulmans. Plusieurs historiens identifient le nombre de Kurdes en Turquie à 1,5 million autour de 1880, donc on pourrait estimer entre 2 et 3 millions le nombre total, le Larousse de 1971 parle de 14 millions de Kurdes au total et actuellement L'Institut Kurde estime aujourd'hui, la population kurde totale entre plus de 35 millions d'habitants jusqu'à autour de 45 millions, donc une médiane d'un peu plus de 40 millions de Kurdes. La population a donc énormément crû en plus d'un siècle. Les Kurdes ont très longtemps été organisés en tribus,

base de la société et cela a eu un impact dans les premiers temps de l'affirmation kurde. En effet, la question kurde commence à émerger dans l'Empire Ottoman et l'Empire persan avec des personnages tels que Berdixan Beg, qui constituent des principautés locales (de 1828 à 1868) au sein de l'Empire Ottoman (région de Botan ou Cizre en turc). Cela chevauche aussi l'organisation en millets (groupes sociaux qui s'organisent selon la province et la religion et sont les porte-paroles auprès de l'Empire ; ce qui permet notamment aux minorités religieuses : Arméniens, Grecs, Assyriens / Chaldéens chrétiens et juifs de garder une forme d'autonomie).

Toutefois c'est surtout à 1876, que les choses vont vraiment commencer à changer, dans la société kurde.

Ce changement c'est la Constitution de 1876, octroyée par le tout nouveau Empereur Murat V (qui succède à Abdülaziz I, qui a perdu le pouvoir suite à un coup d'Etat de ses ministres) qui opère une révolution sociétale dans les esprits, sous la pression des Européens. L'Empire Ottoman est obligé de se réformer et de commencer à reconnaître les

minorités : les chrétiens sont sous le patronage des monarchies européennes depuis le XVI^e siècle, mais cela s'est renforcé au XIX^e siècle, avec le recul de la puissance ottomane. Les Kurdes vont commencer à revendiquer une autonomie, pour le moins face à la Sublime Porte, mais aussi face au Trône du Lion (à Téhéran) et en 1879 dans le Kurdistan irakien puis en 1880 en Iran, le Cheikh Ubeydullah lance deux révoltes qui aboutissent à la répression et à l'exil du Cheikh à Istanbul, au nom d'une autonomie politique kurde.

C'est aussi en 1909 que l'on voit que les mentalités ont évolué car les mouvements kurdes KTTC (Comité Kurde de Secours et de Progrès en turc) et KTC (Société pour l'Élévation du Kurdistan en turc) fondé lui en 1918 que l'on va sortir du cadre qui avait eu lieu jusque-là. L'élite tribale dominait le Kurdayetî, là on va passer à une intelligentsia urbanisée et occidentalisée revendiquant clairement l'autonomie ou l'indépendance sur les bases de la Constitution turque et de Traités internationaux. On retrouvait ce fait avec les Arméniens qui à la fin du XIX^e siècle ont fondé deux partis socialistes (le Dachnak et le Hentchak) autour d'une élite urbaine à Constantinople-Istanbul. L'Istanbul pré-République Turquie, devenant un vrai creuset pour les idées nouvelles, la politisation à l'occidentale et l'échange de codes culturels.

Une fois la Guerre perdue, l'Empire Ottoman qui s'est allié aux Allemands, eux-mêmes perdants du conflit, se voit condamné par les Etats occidentaux. C'est ainsi que les grandes puissances se mettent d'accord, non seulement, lors du Traité de Sèvres (discussions de 1919 à 1920) pour l'émergence d'entités arabes sous protectorat de fait européens (Irak, Palestine, Syrie, Liban), mais aussi d'Etats autonomes kurde et ouest-arménien, le tout dans une nouvelle Turquie sous influence

et protectorat européens (zones d'influence italienne, grecque, britannique et française). On pouvait s'y attendre, le nationalisme turc que dénonçait le journal kurde Roji Kurd (Le Jour kurde), en juillet 1913 : « L'unité ne peut pas être réalisée par une seule langue, une loi unique et une seule pratique » s'organise et fait éclater la Guerre euro-turque, que les Turcs appellent « Guerre d'indépendance » de 1919 à 1922, car la pensée fondamentale, largement partagée est qu'« il n'y a d'autres éléments que turcs en Turquie » (slogan de 1912, lors des Guerres balkaniques) autour de l'islam, la turquité et la turcophonie. La logique musulmane va faillir puisque les Kurdes, majoritairement contre le joug turc, sont musulmans eux-mêmes. C'est pour cela que Mustafa Kemal (dit Atatürk), premier Président de la République Turquie, va orienter le nationalisme turc vers un nationalisme ethnique et laïque, requérant la turquisation obligatoire de la société. Seyyid Abdulkadir, fils du Cheikh Ubeydallah va devenir le président à vie du KTC. Ce personnage avait lancé, dès 1908, lui aussi un journal le « Kürt Teavun ve Terakki Gazetesi » (« Journal de la Solidarité et du Progrès Kurde ») et il va être une des causes, malgré lui de la révolte de Koçgiri qui dure de mars à juin 1921, en pleine guerre euro-turque. En effet, face à Abdulkadir, une autre nationaliste Nuri Dersimi, réclame lui l'indépendance, ce qui amène à son arrestation en décembre 1920. La répression fut très importante puisque le commandant turc, Nurredin Pasha, a été démis de ses fonctions pour crimes de guerre.

En 1923, la guerre euro-turque gagnée par Mustafa Kemal et le nouveau Traité de Lausanne signé (annulant Sèvres), met fin à toute autonomie du Triangle kurde de Diyarbakir et bien-sûr d'un élargissement de cette autonomie à Erzurum, Van et Kharput. Il va falloir que le Kurdayetî, après 1923, fasse avec

une nouvelle donne : la présence de quatre Etats hostiles à l'établissement de Kurdistans autonomes voire indépendants.

La difficile cohabitation et la confrontation du Kurdayetî aux quatre états (1923-2020)

Il serait illusoire de faire le détail de toutes les révoltes, rébellions et guerres menées par les Kurdes pour obtenir la reconnaissance de leurs droits (on en compte une petite trentaine depuis 1922 !), l'exigence du droit à l'autodétermination : finalement, l'application de l'esprit des préceptes de Woodrow Wilson et du Traité de Sèvres. Cependant en prenant du recul, on constate deux grands moments de l'affirmation, menant jusqu'à 2003 et la création en 2005, de la Région autonome du Kurdistan irakien, probablement le noyau le plus éclatant vers des Kurdistans autonomes voire indépendants.

Ces deux moments sont clairement l'expérience brève mais modèle de la République de Mahabad de janvier à décembre 1946 en Iran et bien évidemment la Guerre kurdo-turque qui fait rage depuis 1984, malgré une pause de cinq ans de 1999 à 2004.





On doit néanmoins citer deux révoltes dans la région de Dersim (Turquie) en 1923 et de 1937 à 1938, où pour cette dernière, il y a eu plusieurs massacres amenant à au moins 10.000 morts. De même de 1927 à 1930, les Kurdes de Turquie ont essayé malgré tout de fonder une République : la République de l'Ararat.

L'éphémère République de Mahabad, dans un territoire en arc de cercle situé au sud et à l'ouest du lac d'Ourmia, a pu se constituer, suite à deux faits historiques de l'époque : l'occupation de l'Azerbaïdjan iranien (région d'Ourmia + région iranienne de la Caspienne jusqu'au niveau de la côte azérie soviétique) de 1941 à fin 1946 et le départ des troupes iraniennes de la région, durant l'année 1946. Le leader Qazi Muhammadi avait fondé en août 1945, le principal parti kurde iranien, qui existe toujours, le Parti Démocratique des Kurdes d'Iran (HDKE, sigle kurde). Qazi Muhammadi a pu profiter de deux aides précieuses : l'aide financière soviétique, qui voyait là, un point intéressant, celui de s'établir en Iran (comme du temps de la tutelle russe impériale de la Perse au XIX^e siècle) et peut-être de pouvoir profiter des ports du sud, notamment celui de Bandar Abbas, mais aussi de jouer la

division nationaliste dans la région : contre les Turcs, les Iraniens et faire du chantage avec la question azéro-iranienne, kurdo-iranienne et même arméno-iranienne. De plus, Qazi Muhammadi a pu compter comme Général dans son armée de Mustafa Barzani (fils de l'actuel leader kurde irakien Massoud Barzani), chef du célèbre clan kurde irakien. En effet, depuis les révoltes du Kurdistan irakien (1931) et l'aide des révoltes kurdes de Turquie dans les années 30, Mustafa Barzani était en résidence surveillée et s'est échappé en 1943. Il a donc apporté son aide au chef du HDKE et échappant au contrôle britanno-irakien, faisant d'une pierre, deux coups. Les interactions entre rebelles kurdes irakiens et iraniens ont été nombreuses dans l'Histoire, parfois même en conflits de rivalité. Un Etat kurde était en cours de constitution, mais le départ des Soviétiques de la région et des rivalités internes au sein du HDKE, ont fait que la République de Mahabad s'est dissoute d'elle-même par le retour des troupes iraniennes. Qazi Muhammedi fut exécuté en 1947.

Enfin, l'on ne saurait éclipser ce qui est certainement le conflit le plus dur et le plus long entre Kurdes et une armée d'un Etat refusant le Kurdistan, à savoir la guerre kurdo-turque actuelle. Il s'agit d'un conflit vieux de 36 ans et

comme on l'a vu, il n'est pas le premier entre Etat turc et kurdayétistes. Cependant il continue de durer encore aujourd'hui, avec seulement un cessez-le-feu entre 1999 et 2004. Le Parti des Travailleurs Kurdes (PKK) est fondé en 1974 par Abdullah Öcalan avec une idéologie marxiste révolutionnaire, le but étant une révolution marxiste en Turquie et l'indépendance du Kurdistan turc (déclaration unilatérale d'avril 1979). Le 15 août 1984, le PKK attaque quatre gendarmeries dans la région du Kurdistan turc, l'état d'urgence est déclaré face à la guérilla kurde, le Gouvernement turc répond par la répression, comme en 1992, quand des villages kurdes sont complètement détruits. A partir de 1984, de nombreux Kurdes vivant dans le Kurdistan turc émigrent à Istanbul, mais aussi largement en Allemagne, en Italie, en France, aux Pays-Bas...

Car la diaspora kurde qui naît véritablement à partir de cette période-là, cherche à fuir logiquement les combats, mais aussi les représailles turques et enfin, l'extrême pauvreté du Kurdistan turc qui correspond bien plus à ce qu'est l'Iran semi-rural économiquement, que la Turquie de l'ouest qui encore

plus à partir des années 2000, a atteint un niveau équivalent à celui des pays européens. Cette politique de délaissement du « Sud-est anatolien » comme disent les partisans du régime de la République Turque est en bonne partie délibérée, car depuis 1923, les Kurdes se révoltent régulièrement, afin d'obtenir l'autonomie ou l'indépendance. Bien évidemment, l'aspect délibéré, va prendre largement corps à partir de 1984, c'est moins vrai avant, car la Turquie entière est un pays en développement et des régions ethniquement turques comme la Cappadoce (région de Konya) ou la Césarée (région de Kayseri) sont encore plus pauvres que l'ouest d'Istanbul à Ankara. A partir des années 90, le conflit durant, la République Turque commence à essayer de négocier. 1990 marque la reconnaissance du fait kurde : la dénomination « Turcs des montagnes » disparaît au profit de « Kurdes », mais la Loi d'interdiction de la langue kurde (jamais enseignée officiellement depuis 1923) de 1980, suite au Coup d'Etat militaire, ne sera levée qu'en 2002. L'arrestation d'Abdullah Öcalan au Kenya, après avoir dû quitter la Syrie en 1998 (menaces turques) et que la Grèce et l'Italie ne résistent pas aux pressions américaines, malgré la volonté des deux pays d'accueillir ce leader politique, montre deux choses : que les Etats européens n'ont jamais vraiment su se positionner vis-à-vis du Kurdayetî et sa branche kurdo-turque et l'attitude vis-à-vis de la Turquie : peut-on raisonner la République afin qu'elle accepte au moins le fédéralisme dans le cadre des négociations d'entrée de la Turquie dans la CEE puis l'UE ? (Négociations abandonnées en 2016, suite à la répression du Coup d'Etat manqué de 2016, par Erdoğan) / peut-on se fâcher avec la République et adopter une attitude kurdophile claire ?

Le conflit reprend en 2004, du fait que le PKK a trouvé un allié stratégique dans les Peshmergas kurdes irakiens (issus principalement des deux partis rivaux :

le Parti Démocratique du Kurdistan dominé par Massoud Barzani et l'Union Patriotique du Kurdistan dominé par Jalal Talabani), amène l'armée de la République Turque à intervenir au niveau de ses forces aériennes au Kurdistan irakien contre les camps du PKK. Le cessez-le-feu est évidemment interrompu par le PKK. Cependant le conflit se régionalise : on le voit avec l'Irak, mais aussi la Syrie qui suite à la Guerre civile syrienne qui a commencé en 2011, provoque en 2015 et en 2016, un rapprochement entre les forces militaires (les fameux YPG, que l'on prononce yépégué) du Parti de l'Union Démocratique kurde syrien et le PKK. Car la République Turque attaque désormais aussi bien les Kurdes turcs, irakiens que syriens et a soutenu au moins au début Daesh, voyant l'organisation comme un moyen de se débarrasser d'un risque de formation d'un Etat autonome kurde syrien : le Rojava, comme l'Irak en a désormais un depuis 2005 et la fin du régime de Saddam Hussein.

Quelles perspectives à venir pour le Kurdayetî et le Kurdistan ?

Plusieurs choses sont à récapituler, le mouvement kurde est un mouvement ancien, issu de l'affirmation du sentiment national kurde, né suite à la reconnaissance des nationalités dans l'Empire Ottoman en 1876 (Constitution), ayant eu un premier momentum en 1920 avec la reconnaissance de la nécessité d'un Etat autonome kurde en Turquie, dans le Traité de Sèvres en 1920, mais gommant déjà des possibilités équivalentes pour les Kurdes syriens et irakiens (le Kurdistan iranien étant à part, puisque même si le sentiment national y est développé et qu'il y a eu aussi des rebellions, il n'en demeure pas moins que le sentiment d'Etat-Nation iranien au sens large et politique est fort, ce d'autant que les Kurdes peuvent s'identifier culturellement et historiquement aux Persans).

Dans chacun des trois pays issus de l'Empire Ottoman, les choses ont oscillé entre reconnaissance maigre, superficielle du bout des lèvres, du phénomène kurde et le cycle de rébellion/répression étatique venue du pouvoir central, tout au long du XX^e siècle. Je n'ai pas parlé des relations heurtées entre nationalistes panarabes syriens et irakiens, notamment des deux branches nationales du Parti Baas, contre le Kurdayetî, mais il est évident, que de la même manière que le nationalisme turc depuis Mustafa Kemal, les nationalismes arabes syrien et irakien visent à un modèle centraliste et assimilationniste de toutes les nationalités et communautés religieuses autour de l'Etat-Nation politique à majorité linguistique arabophone. C'est ainsi que les politiques sur la langue kurde en Syrie et en Irak sont comparables à celle de la Turquie : viser globalement à l'assimilation linguistique des Turcs au profit de la langue de l'Etat central.

Les coopérations de fait entre Kurdes turcs, irakiens et syriens, suite à la déstabilisation du Moyen-Orient par les Etats-Unis, liée à la désastreuse Deuxième Guerre du Golfe (2003-2005), amenant l'émergence d'abord d'Al-Qaïda en Irak, puis de Daesh en Syrie et en Irak, ne doivent pas cacher qu'il a existé des rivalités entre Kurdes turcs, irakiens et syriens et que finalement, la partition en trois des Kurdes de l'Empire Ottoman, semble avoir scindé définitivement le Kurdayetî. Ceci est lié au fait que les branches kurdayétistes ont développé un microcosme lié à l'Etat dans lequel elles résistent. C'est ainsi que les Kurdes irakiens ont tiré profit de la Deuxième Guerre du Golfe et notamment le PDK des Barzani pour fonder le Kurdistan autonome irakien. Les Kurdes irakiens ont analysé le fait que faire un développement national à part, permet d'éviter au maximum les assauts possibles des armées turque, iranienne et syrienne. Et ce n'est pas l'échec stratégique du référendum organisé par Jalal Talabani en 2017, qui va leur faire penser le



Source : Montecruz foto - creative commons Share Alike

contraire : le Kurdistan irakien n'est pas encore assez puissant militairement pour déclarer l'indépendance.

Le Rojava qui commence à émerger depuis 2011, se retrouve encore dans une situation précaire et affirmer trop vite et trop fort son autonomie, présente un risque. En effet, la République Turque est prête à multiplier les fronts contre le Kurdayetî : dans le Kurdistan turc, mais aussi dans le Kurdistan syrien, depuis 2015. La République Turque a en effet peur qu'un Kurdistan syrien fort, comme celui d'Irak, devienne un allié durable du Kurdistan turc et qu'il soit le facteur menant le Kurdistan turc à la victoire finale et donc à l'indépendance.

En effet, sur les 40/45 millions de Kurdes, les Kurdes turcs représentent pas moins de 15 à 20 millions d'habitants, soit en simplifiant, la moitié du peuple kurde. Cela fait que la solidification du Kurdayetî signifierait la perte définitive du « Sud-est anatolien » et peut-être le réveil des revendications dans ce qui resterait de l'Arménie occidentale (notamment le Kars et la région du Mont Ararat, symbole historique de l'Arménie plurimillénaire), par la République (orientale) d'Arménie et

qui sait la revendication de la région laze (peuple géorgien musulman) par la Géorgie, ayant perdu de fait l'Abkhazie (et son port stratégique, Soukhoumi) et l'Ossétie du Sud en 2008. Ce serait en outre la fin de la logique impérialiste « à l'ottomane » de Recep Tayyip Erdoğan, qui a besoin de la politique étrangère pour tenir son opposition turque.



Pierre-Marie Chevreux



Pixabay - creative commons

De la musique pour toucher l'universel

4 février 2015 : Le philosophe Francis Wolff, professeur émérite à l'Ecole normale supérieure rue d'Ulm, publie Pourquoi la musique ? aux éditions Fayard. Une réflexion aboutie de l'adulte philosophe adressée à l'enfant de huit ans qu'il était, lorsqu'il découvrit que la musique était « l'art des sons ».

30 octobre 2020 : Le virtuose Sofiane Pamart sort Planet Gold, une réédition de son premier album solo au piano sorti en 2019. Son voyage aux quatre coins du monde s'étend, et atteint désormais Londres, Madagascar, Nara, la Baie d'Along, Berlin et le Sahara.

Fermez les yeux. Oubliez tout. Ecoutez. Le ton léger, finissons l'année 2020 comme elle aurait dû commencer : par une note positive... ou plutôt 88 (1). Avec son piano, Sofiane Pamart nous emmène faire le tour du monde : de Paris à La Havane, en passant par Le Caire et Medellin, le jeune talent de 29 ans a côtoyé toute la Planet. Une manière de s'adresser doublement à l'universel, selon l'œuvre de Francis Wolff, par le concept de son album et surtout par le langage musical.

Le discours musical de Sofiane Pamart

« Je crois que le piano est avant tout ma langue maternelle. »

Sofiane Pamart est un artiste bien à part. Médaille d'or du conservatoire de Lille et fan de rap, il s'amuse à casser les codes. D'abord par son allure vestimentaire, largement inspirée du « rap game ». Ensuite par sa patte musicale, à la croisée entre expertise traditionnelle – il maîtrise les grands noms comme Chopin ou Debussy – et nouveau genre adapté aux différents styles de rap. Enfin, par ses nombreux featurings, il s'est imposé comme le pianiste préféré de nos rappeurs préférés (2).

Pour son album Planet Gold, Sofiane Pamart a (re)fait le tour du monde. Son sang « nomade, berbère du désert marocain » le rend familier partout et étranger nulle part. Alors, il a voyagé dans les dix-huit villes de son album – excepté l'Alaska, afin de capter leurs énergies. Car telle est la teneur du discours musical du jeune talent : ressentir une émotion dans un lieu donné, puis la retranscrire immédiatement en musique. Il ne voyage jamais seul : son piano l'accompagne partout, pour qu'il se sente « en paix ». Il doit pouvoir s'exprimer à tout moment. « Je suis un instinctif plus qu'un cérébral dans ma manière de vivre la musique », soutient-il ; « il n'y a pas de mots dans ma musique, mais des émotions et des images » (3).

A 29 ans, il participe à la démocratisation de la musique classique auprès des jeunes générations. Même si, pour lui, le plus important est de toucher tous les humains, « peu importe leur âge, ou leur lieu de vie sur la Terre », glisse-t-il encore. Tout un chacun est à même de comprendre son langage : c'est précisément l'objet du livre de Francis Wolff.

Le langage universel de la musique

« Partout où il y a des hommes, il y a de la musique. »

Que se passe-t-il lorsqu'on demande à l'un des spécialistes de la philosophie antique de définir la musique ? Francis Wolff nous répond « c'est l'art des sons ». Tout simplement. Cet art provoque en nous des émotions variées. La musique procure d'abord le plaisir imaginaire de manier un savoir-faire : de la production d'un simple bruit à celle d'un chant parfaitement abouti. Elle est aussi ce qui nous fait vibrer, danser, remuer notre corps. Informé par notre raison, celui-ci se met à agir presque « instinctivement ». Enfin, cet art des sons flirte avec les besoins sensuels de l'esprit : la musique nous émeut pour ce qu'elle est, parce qu'elle s'éloigne du monde réel.



Voilà le cœur du livre de Francis Wolff : la musique est la porte d'entrée dans un « royaume de purs événements » (4), c'est-à-dire indépendant de l'expérience sensible. En effet, la vie quotidienne est faite de sons en tous genres. Ceux-ci annoncent toujours un événement : le vent qui claque la porte, le réveil qui sonne le matin, le coup de sifflet de l'arbitre d'un match de football. Tous ces sons ont un rapport direct avec le monde matériel. Nous ne leur portons plus guère d'intérêt lorsque nous analysons la nature de l'événement. Or, nous dit Francis Wolff, « il arrive que nous entendions des sons, non plus comme causés réellement par des choses matérielles, mais comme s'ils étaient causés les uns par les autres. ». La musique, c'est-à-dire l'art des sons, produit de purs événements « détachés du monde des choses et rattachés seulement entre eux ».



Voilà le cœur du livre de Francis Wolff : la musique est la porte d'entrée dans un « royaume de purs événements » (4), c'est-à-dire indépendant de l'expérience sensible. En effet, la vie quotidienne est faite de sons en tous genres. Ceux-ci annoncent toujours un événement : le vent qui claque la porte, le réveil qui sonne le matin, le coup de sifflet de l'arbitre d'un match de football. Tous ces sons ont un rapport direct avec le monde matériel. Nous ne leur portons plus guère d'intérêt lorsque nous analysons la nature de l'événement. Or, nous dit Francis Wolff, « il arrive que nous entendions des sons, non plus comme causés réellement par des choses matérielles, mais comme s'ils étaient causés les uns par les autres. ». La musique, c'est-à-dire l'art des sons, produit de purs événements « détachés du monde des choses et rattachés seulement entre eux ».

La musique est donc indissociable de l'imagination. A nous, auditeurs et auditrices, elle permet de figurer un autre monde. A eux, compositeurs et compositrices, elle permet d'exprimer des émotions. Ainsi, « partout où il y a des hommes, il y a de la musique », parce que la musique est caractéristique de l'esprit humain. Face à l'« univers chaotique » dans lequel il baigne, l'esprit trouve refuge dans la régularité du corps que lui offre le monde musical.

« L'esprit produit volontairement des événements selon la règle qu'il se donne. De là aussi, le plaisir d'écouter, c'est-à-dire de contempler l'écho d'un tel monde au lieu de subir les effets pratiques du "vrai monde". »

Perspectives musicales

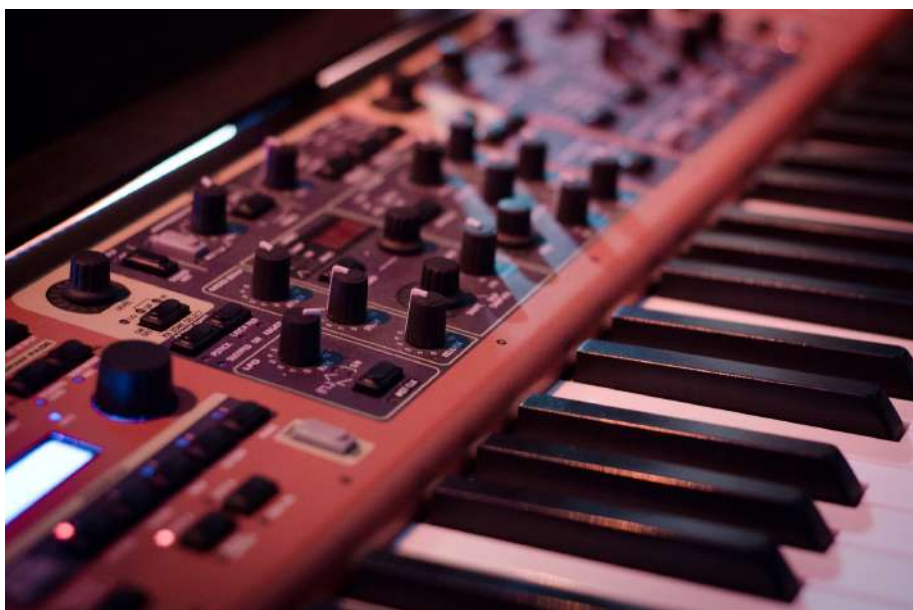
Après seulement quelques années d'activité musicale, Sofiane Pamart connaît parfaitement la direction de son projet. Son ambition ? Devenir le pianiste le plus connu du monde. Comment ? Par la révolution de son instrument ; surfer à la fois sur la magie des 88 touches de son piano et sur la popularité – ou l'impopularité – du rap. En effet, à côté de son album solo, Sofiane Pamart s'est

surtout fait un nom par ses multiples collaborations avec des rappeurs. Avec qui ? Notons surtout l'album Pleine Lune avec Scylla, mais aussi son apparition sur les titres de L'Affranchi de Koba LaD et ses nombreuses participations sur les couplets de Médine. Pour quel avenir ? Le côté universel de la musique renforce la proximité et facilite la transmission des messages. La musique rassemble, elle assure la communion. « Partout où il y a des hommes, il y a de la musique » ; mais aussi, partout où il y a lutte politique, il y a des chants ; dès lors, le rap contestataire accompagné d'un piano est-il la nouvelle voie(x) des transitions politiques contemporaines ?

Etienne Handy

Notes

- (1) Un piano comporte quatre-vingt-huit touches/notes.
2. Selon la célèbre formule utilisée dans le rap (voir [ici](#)).
3. Un très bon article à retrouver [ici](#).
4. Formule empruntée au très bon article d'Alessandro Arbo, « La musique et ses mondes », sur [la vie des idées](#).



Une revue différente pour nourrir l'espoir de couleurs

Le manifeste de Lectures En Transitions

L'ultralibéralisme destructeur, radical et pollueur, le nationalisme assumé ou rampant, l'individualisme matérialiste et désocialisant sont aujourd'hui dominants dans notre société ou en passe de le devenir.

Cette réalité et ces perspectives sont la conséquence d'un abandon supposé de la bataille culturelle par l'écologie politique et la gauche dans leur ensemble, une démission présumée privant d'une aspiration partagée à des jours meilleurs les citoyens, le monde associatif, l'éducation populaire, la mutualité, les acteurs de l'économie sociale et solidaire ainsi que le mouvement social.

C'est en fait le silence sur certains thèmes fondamentaux et le manque d'audibilité des vrais progressistes sur les autres sujets, mais aussi la concurrence électorale permanente, qui ont plongé l'espoir en pleine léthargie, dans un presque-vide idéologique bien plus triste que des murs blancs ...

Mais nous ne nous résignons pas à laisser perdurer cette situation ! A l'aune des multiples appels qui fleurissent depuis plusieurs mois (Ensemble sur nos Territoires, Le Big-Bang social et écologique, Convergeons !, Gauche : un sursaut nécessaire, Uni-Terre, Vers un front populaire et écologique, Le Conseil National de la Nouvelle Résistance, ou encore L'Initiative Commune) au regard des victoires récentes aux élections municipales, face au travail accompli humblement par chacun pour sortir de l'ornière idéologique, nous constatons que l'envie de se réunir, de réfléchir ensemble et d'être collectivement entendus est largement partagée.

Afin que cette dynamique ne soit pas dévoyée par un poker menteur d'égos en vue de l'élection présidentielle ou parasitée par les élections régionales et départementales, nous voulons systématiquement privilégier les principes, les valeurs, les idées et les exemples pour redonner des couleurs aux jours heureux.

Sans être naïfs, nous refusons de penser que l'échec du rassemblement est inéluctable. Pour cela, nous adoptons une démarche trans-partisane ou plutôt a-partisane qui entend faire cohabiter des engagements différents mais complémentaires, ceci afin de participer sur le fond, par l'exemple avec la mise en valeur d'actions innovantes et par un regard parfois décalé à cette grande idée d'un futur désirable bâti à mille mains.

Nous pensons qu'il faut décompartmenter le camp des transitions écologiques, solidaires, démocratiques et humanistes pour unir une majorité sociale dans le camp des changements ! Pour y arriver, nous misons sur la discussion libre et franche entre toutes celles et tous ceux qui s'engagent, sur l'échange sans réserve ni a priori, ni tabous, sur la réappropriation de thèmes trop souvent négligés ou abandonnés,

sur des formats d'articles loin des diktats de l'urgence et de l'information jetable, sur une revue gratuite et dématérialisée dans laquelle tous les articles sont diffusables et reproductibles librement par celles et ceux qui le souhaitent.

Nous ramenons nos fraises avec la banane, nous sommes des verts-pasteques, nous sommes la gauche framboise et tout le verger bio du progrès démocratique, écologique et social. Nous sommes des citoyens prêts à réfléchir et à donner à réfléchir. Nous sommes là parce que la question de la transformation radicale de notre pays et notre modèle de société est sérieuse, et nous l'aborderons avec rigueur sans pour autant nous prendre au sérieux. Nos pages sont un espace d'expression libre et nécessaire inédit, et c'est le vôtre !

Lectures En Transitions ne sera pas une revue de plus, mais un rendez-vous autrement pour nourrir l'espoir de couleurs.

La Rédaction de LeT

Pour recevoir la revue ou y contribuer

Envoyez-nous un mail à l'adresse lecturesentransitions@ecomail.fr

Inscris-toi via ce lien : <https://framaforms.org/contact-et-inscriptions-a-lectures-en-transitions-1598364217>.

